



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948.)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 9 AVRIL 1949

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, APRIL 9th, 1949

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.

RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
23879 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
23879 — 1-52

Lettres patentes

A. Brouillard & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorze mars 1949, constituant en corporation: Ignace-Joseph Deslauriers, avocat, de la cité de Montréal, Paul Trépanier, avocat, de Lachine, et François Auclair, avocat, de Saint-Vincent-de-Paul, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'appareils électriques, accessoires et machineries;

Exercer les fonctions et l'industrie d'électriciens entrepreneurs-électriciens, mécaniciens, sous le nom de "A. Brouillard & Fils Limitée", avec un capital de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze mars 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Letters Patent

A. Brouillard & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1949, incorporating: Ignace Joseph Deslauriers, advocate, of the city of Montreal, Paul Trépanier, advocate of Lachine, and François Auclair, advocate, of Saint-Vincent-de-Paul, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in electrical apparatus, accessories and machinery;

To carry on business and industry as electricians, electrical contractors, mechanics, under the name of "A. Brouillard & Fils Limitée", with a capital stock of \$49,000, divided into 490 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal-North, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Albion Construction Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mars 1949, constituant en corporation: Victor Mailloux, commerçant de bois, Philippe Pelletier, comptable, tous deux de Labelle, district judiciaire de Labelle, et Pascal De Lisio, constructeur, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, louer, vendre, des immeubles et propriétés quelconques, bâtir, construire et remodeler toute propriété ou tout édifice quelconque;

Exercer le commerce de bois, sous le nom de "Albion Construction Co.", avec un capital de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Asbestos Automobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mars 1949, constituant en corporation: Gaston Lizée, Gérard Fugère, commerçants, d'Asbestos, et Jean Lallier, comptable, de Danville; tous du district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Faire les commerces suivants: automobiles, avions, bateaux à moteur, instruments aratoires, instruments mécaniques servant à la construction ou à la réparation, sous le nom de "Asbestos Automobile Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Asbestos, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Baserman Furniture Exchange Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize mars 1949, constituant en corporation: Myer Baserman, Abie Baserman, marchands, et June Kirlin, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et vendre ou autrement faire le négoce ou le commerce de meubles, poêles, fournitures de bureaux, fournitures de magasins et vêtements de toutes sortes, sous le nom de "Baserman Furniture Exchange Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Albion Construction Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1949, incorporating: Victor Mailloux, lumber merchant, Philippe Pelletier, accountant, both of Labelle, judicial district of Labelle, and Pascal De Lisio, builder, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, lease, sell immovables and properties whatsoever, to build, erect and remodel any property or any building whatsoever;

To deal in lumber, under the name of "Albion Construction Co.", with a capital stock of \$20,000 divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Asbestos Automobile Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1949, incorporating: Gaston Lizée, Gérard Fugère, merchants, of Asbestos, and Jean Lallier, accountant, of Danville, all of the judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To deal in the following: automobiles, planes, motor boats, farm implements, mechanical instruments used in building or repairing, under the name of "Asbestos Automobile Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Asbestos, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Baserman Furniture Exchange Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1949, incorporating: Myer Baserman, Abie Baserman, merchants, and June Kirlin, secretary, spinster, all of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and sell or otherwise deal in or with furniture, stoves, office fixtures, store fixtures and clothing of every sort, under the name of "Baserman Furniture Exchange Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 preferred shares having a par value of \$100 each, and 100 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Bienville Construction Limited
Bienville Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mars 1949, constituant en corporation: Gaston Pouliot, Marcel-G. Robitaille, avocats, Marie-Berthe Loiseau, Louise Bourdon et Solange Larivière, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de la construction sous toutes ses formes, sous le nom de "Bienville Construction Limited" — "Bienville Construction Limitée", avec un capital de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le nombre des détenteurs d'actions de la compagnie n'excédera pas vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Bienville Construction Limited
Bienville Construction Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1949, incorporating: Gaston Pouliot, Marcel G. Robitaille, advocates, Marie-Berthe Loiseau, Louise Bourdon and Solange Larivière, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the building trade in all its lines, under the name of "Bienville Construction Limited" — "Bienville Construction Limitée", with a capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The number of shareholders of the company will not exceed twenty (20).

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
 Deputy Attorney General.

Boivin Construction Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mars 1949, constituant en corporation: Marguerite Boivin Couture, entrepreneur, épouse séparée de biens de Marcel Boivin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Romuald Boivin, menuisier, tous deux de la cité de Québec, et Jean-Jacques Bédard, avocat, de Charlesbourg, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer généralement les opérations d'une compagnie de construction et agir comme entrepreneurs généraux pour la construction et l'exécution de travaux privés et publics, sous le nom de "Boivin Construction Incorporée", avec un capital de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 427, rue St-Vallier, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Boivin Construction Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1949, incorporating: Marguerite Boivin Couture, contractor, wife separate as to property of Marcel Boivin, and duly authorized by him for the purposes hereof, Romuald Boivin, carpenter, both of the city of Quebec, and Jean-Jacques Bédard, advocate, of Charlesbourg, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the general operations of a construction company and act as general contractors for the building and carrying out of private and public works, under the name of "Boivin Construction Incorporée", with a capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 427 St-Vallier Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
 Deputy Attorney General.

Canadex Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mars 1949, constituant en corporation: Jean Blais, Antoine Gobeil, avocats, et Andrée Clavet, sténo-dactylo, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire commerce relativement aux produits et article, du sol, de la mer de la forêt; produit de plastique, verre, cuir, bois, métal, liège, caoutchouc, textile, soie et aluminium;

Produits agricoles et machineries de toutes sortes, sous le nom de "Canadex Inc.", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Canadex Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1949, incorporating: Jean Blais, Antoine Gobeil, advocates, and Andrée Clavet, stenographer, typist, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on any business connected with articles and products of the soil, the sea and the forest; plastic, glass, leather, wood, metal, cork, rubber, textiles, silk and aluminum objects;

Agricultural products and machinery of every kind, under the name of "Canadex Inc.", with a capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général le dix sept mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Canadian Colour-Photo Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize mars 1949, constituant en corporation: Hyman Solomon, Harry Batshaw, C.R. et Louis Feigenbaum, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre et faire le commerce d'accessoires de photographie, produits textiles, menus objets, vêtements, produits alimentaires, marchandises sèches, appareils électriques, ferronnerie, fer, charbon, acier et bois de construction, sous le nom de "Canadian Colour-Photo Corporation", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Clubs Juvéniles de la Police de Montréal
Montreal Police Juvenile Clubs**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mars 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Ovila Pelletier, capitaine-détective, Ernest Pleau Directeur-adjoint, Frank Rawley, Joseph-Elzéar Lévesque, inspecteurs, Julien White, employé civique, Joseph-Napoléon Benoit, inspecteur-adjoint, Marcel Saint-Pierre, Roland Diotte, sergents-détectives, Gérard Denault, sergent de police, Michael Hayvren, Gaston Deschamps, Roger Chamberland, constables, Victor Huneault, inspecteur-adjoint, René Yvon, Georges-Henri Jacques, lieutenants, et Roger Picard, constable, tous des cité et district judiciaire de Montréal pour les objets suivants:

Grouper, réunir, organiser et diriger des membres dans le but de les intéresser individuellement et collectivement au bien-être et à la culture morale, intellectuelle et physique des enfants et de promouvoir la prévention de la délinquance juvénile, sous le nom de "Clubs Juvéniles de la Police de Montréal" — "Montreal Police Juvenile Clubs".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

College Craft Clothes (St. Hubert) Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze mars 1949, consti-

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Canadian Colour-Photo Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1949, incorporating: Hyman Solomon, Harry Batshaw, K.C., and Louis Feigenbaum, all advocates, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell and deal in photographic equipment, textiles, smallwares, clothing, food products, dry goods, electrical apparatus, hardware, iron, coal, and steel, lumber, under the name of "Canadian Colour-Photo Corporation", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Clubs Juvéniles de la Police de Montréal
Montreal Police Juvenile Clubs**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: Ovila Pelletier, Captain-Detective, Ernest Pleau, Deputy Chief, Frank Rawley, Joseph Elzéar Lévesque, inspectors, Julien White, civic employee, Joseph Napoléon Benoit, deputy inspector, Marcel Saint-Pierre, Roland Diotte, sergeant detectives, Gérard Denault, police sergeant, Michael Hayvren, Gaston Deschamps, Roger Chamberland, constables, Victor Huneault, deputy inspector, René Yvon, Georges Henri Jacques, lieutenants, and Roger Picard, constable, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To group, unite, organize and direct the members for the purpose of interesting them individually and collectively in the social and moral welfare, and the intellectual and physical culture of children and to promote the prevention of juvenile delinquency, under the name of "Clubs Juvéniles de la Police de Montréal" — "Montreal Police Juvenile Clubs".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

College Craft Clothes (St. Hubert) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1949, incorporating:

tuant en corporation: Alexander Lewis Vineberg, Isidore Leslie Weiner, marchands, et Samuel Stein, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce général de vêtements, sous le nom de "College Craft Clothes (St. Hubert) Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Colortone Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mars 1949, constituant en corporation: Joseph-Arthur Léger, vendeur, de Longueuil, Cecil Johnstone, agent, de Ville LaSalle, Edgar-A. Gough, contremaître, de la cité de Montréal, tous trois du district judiciaire de Montréal, William O. Lewis, Jr, contremaître, de Granby, district judiciaire de Bedford, Sydney R. Fisk, cultivateur, Joseph-Olivier Languedoc, agent de gare, et Alan E. Williams, industriel, ces trois derniers domiciliés à Saint-Paul d'Abbotsford, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tisseurs, blanchisseurs et teinturiers, et faire le commerce de matières textiles et tissus, sous le nom de "Colortone Inc.", avec un capital de \$100,000, divisé en 3,750 actions communes de \$20 chacune, et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Paul d'Abbotsford, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Décor Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit mars 1949, constituant en corporation: David Lack, avocat, Tessy Frankel, et Pearl Auerbach, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les métier et commerce de décorateurs d'intérieurs, et drapiers, manufacturiers, commerçants et marchands de marchandises et effets de maison, sous le nom de "Décor Inc.", avec un capital de \$75,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune, et 500 actions privilégiées, d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Alexander Lewis Vineberg, Isidore Leslie Weiner, merchants, and Samuel Stein, advocate, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in wearing apparel generally, under the name of "College Craft Clothes (St. Hubert) Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of a par value of \$100 each, and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

That the number of its shareholders shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Colortone Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1949, incorporating Joseph Arthur Léger, salesman, of Longueuil, Cecil Johnstone, agent, of Ville LaSalle, Edgar A. Gough, foreman, of the city of Montreal, all three of the judicial district of Montreal, William O. Lewis, Jr., foreman, of Granby, judicial district of Bedford, Sydney R. Fisk, farmer, Joseph Olivier Languedoc, station agent, and Alan E. Williams, industrialist, these three latter domiciled at Saint-Paul d'Abbotsford, judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on the business of weavers, bleachers and dyers, and deal in textile materials and fabrics, under the name of "Colortone Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 3,750 common shares of \$20 each, and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Paul d'Abbotsford, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Décor Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1949, incorporating: David Lack, advocate, Tessy Frankel and Pearl Auerbach, secretaries, spinsters, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on trade and business as: interior decorators and drapers, manufacturers, dealers and merchants of household goods and effects, under the name of "Décor Inc.", with a capital stock of \$75,000 divided into 250 common shares of \$100 each, and 500 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Defor Chibougamau Mines Limited
(No personal liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mars 1949, constituant en corporation: Lucien Demers, Arthur Forest, prospecteurs, de Chibougamau, district judiciaire d'Abitibi, et Albert Langevin, avocat, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Defor Chibougamau Mines Limited" (No personal liability), avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au-delà du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le seize mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Delbo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf mars 1949, constituant en corporation: Robert Lafleur, avocat, Marcel Gaboury, avocat, de la cité de Montréal, et Maurice Fortier, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'entreprise d'entrepreneurs généraux pour la construction, l'érection, la réparation, la modification, le maintien et/ou l'opération de travaux publics et privés, sous le nom de "Delbo, Inc.", avec un capital de \$500,000, divisé en 5,000 actions privilégiées de \$50 chacune et 250,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Stukely-Nord, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le neuf mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

De Luxe Brush Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du huit mars 1949, constituant en corporation: Hyman Engelberg, surintendant d'usine, Sam Engels, gérant de bureau, tous deux de la cité d'Outremont, et Tsuneko Ikegami, sténographe, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de brosses de toutes sortes et descriptions, articles de toilette, composés nettoyeurs, poliss et autres articles

Defor Chibougamau Mines Limited
(No personal liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1949, incorporating: Lucien Demers, Arthur Forest, prospectors, of Chibougamau, judicial district of Abitibi, and Albert Langevin, advocate, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any mineral whatsoever, be mined, dug, risen, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Defor Chibougamau Mines Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,000,000, divided into 3,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders shall incur no personal liability in excess of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Delbo, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1949, incorporating: Robert Lafleur, advocate, Marcel Gaboury, advocate, of the city of Montreal, and Maurice Fortier, advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors for the building, erection, repairing, alteration, maintenance and/or operating of public and private works, under the name of "Delbo, Inc.", with a capital stock of \$500,000, divided into 5,000 preferred shares of \$50 each and 250,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at North-Stukely, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

De Luxe Brush Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1949, incorporating: Hyman Engelberg, plant superintendent, Sam Engels, office manager, both of the City of Outremont, and Tsuneko Ikegami, stenographer, fille majeure, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in brushes of all kinds and descriptions, toilet articles, cleaning compounds, polishes and other similar articles,

similaires, sous le nom de "De Luxe Brush Company", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mars 1949.

L'Assistant-procureur général.

L. DÉSILETS.

Dominion Crest Manufacturing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mars 1949, constituant en corporation: Paul Kouri, gérant, Olga Kouri, gérante, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Lucien Vanier, artiste, de la cité de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et la vente d'écussons, d'oriflammes, de médailles, de drapeaux, de pavillons, de bannières, de pendants, d'emblèmes, de coussins de toutes sortes, sous le nom de "Dominion Crest Manufacturing Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Felco Chain Stores Inc. Magasins Felco Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze mars 1949, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, C.R., Harry Batshaw, C.R. et Louis Feigenbaum, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre et faire le commerce de produits textiles, marchandises sèches, épicerie, ferronnerie, bois de construction, moteurs, nouveautés et marchandises dans lesquelles le bois, le métal ou le plastique forme des parties constitutives, sous le nom de "Felco Chain Stores Inc." — "Magasins Felco Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mars 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Fortierville Furniture Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mars 1949, constituant en corporation: Roméo Laquerre, marchand-général, Édouard Héroux, Alphonse Pérusse, industriels, Antonio Lemay, employé civil, tous quatre de Fortierville, et Henri Bernatchez, avocat, de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

under the name of "De Luxe Brush Company" with a capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Dominion Crest Manufacturing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1949, incorporating: Paul Kouri, manager, Olga Kouri, artist, of the city of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

The manufacture and sale of crests, streamers, medals, flags, standards, banners, pennants, emblems, cushions of every kind, under the name of "Dominion Crest Manufacturing Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Felco Chain Stores Inc. Magasins Felco Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1949, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Harry Batshaw, K.C., and Louis Feigenbaum, advocates, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell and deal in textiles, dry goods, groceries, hardware, lumber, motors, novelties and merchandise wherein wood or metal or plastic for component parts, under the name of "Felco Chain Stores Inc." — "Magasins Felco Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each, and 4,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Fortierville Furniture Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1949, incorporating: Roméo Laquerre, general merchant, Édouard Héroux, Alphonse Pérusse, industrialists, Antonio Lemay, civil servant, all four of Fortierville, and Henri Bernatchez, advocate, of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

Manufacturer et vendre des meubles, sous le nom de "Fortierville Furniture Company", avec un capital de \$100,000, divisé en 400 actions privilégiées de \$100 chacune et en 600 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Fortierville, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Gauthier Automobile Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1949, constituant en corporation: Germaine Bazinet, Isabelle Lemay, Pauline Cabana, sténographes, de la cité de Montréal, et Martine Ranger, sténographe, de l'Abord-à-Plouffe, toutes du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'automobiles, de toutes sortes de véhicules-automobiles, d'outillage et de machinerie de toutes sortes, sous le nom de "Gauthier Automobile Ltée", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Hôtel Dieu Notre Dame de Beauce

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mars 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Les Révérendes Sœurs Marie-Alice Doyle de Saint-Henri, supérieure, Augustine Jobidon de Saint-Marc, assistante, Maria Labrecque de Saint-François d'Assise, dépositaire, Marie-P. Martin de Ste-Jeanne de Chantal, Marie-Edith Chénard de Saint-Michel, Alberta Briand de Saint-Adolphe et Marguerite-Nicole de Saint-Alphonse-Marie, discrètes, toutes des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Fonder, construire, organiser, maintenir et administrer un hôpital en la Ville de Saint-Georges de Beauce, sous le nom de "Hôtel Dieu Notre Dame de Beauce".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$400,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Georges de Beauce, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Hugh H. Smith & Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze mars 1949, constituant

To manufacture and sell furniture, under the name of "Fortierville Furniture Company", with a capital stock of \$100,000, divided into 400 preferred shares of \$100 each and 600 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Fortierville, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Gauthier Automobile Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1949, incorporating: Germaine Bazinet, Isabelle Lemay, Pauline Cabana, stenographers, of the city of Montreal, and Martine Ranger, stenographer, of l'Abord-à-Plouffe, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobiles, all kinds of motor-vehicles, implements and machinery of every kind, under the name of "Gauthier Automobile Ltée", with a capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The number of shareholders shall be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Hôtel Dieu Notre Dame de Beauce

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: The Reverend Sisters Marie Alice Doyle de Saint-Henri, superior, Augustine Jobidon de Saint-Marc, assistant, Maria Labrecque de Saint-François d'Assise, bur-sar, Marie P. Martin de Ste-Jeanne de Chantal, Marie Edith Chénard de Saint-Michel, Alberta Briand de Saint-Adolphe and Marguerite Nicole de Saint-Alphonse-Marie, "discrètes", all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To found, build, organize, maintain and manage a hospital in the Town of Saint-Georges de Beauce, under the name of "Hôtel Dieu Notre-Dame de Beauce".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$400,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Georges de Beauce, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Hugh H. Smith & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1949, incorporating: Hugh H.

en corporation: Hugh H. Smith, industriel, de Sillery, John H. Price et Paul M. A. Simard, industriels, tous deux de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Transiger, diriger et exercer un commerce général de placement et de courtage, sous le nom de "Hugh H. Smith & Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

J. A. Duranceau Limitée
J. A. Duranceau Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mars 1949, constituant en corporation: J.-Alexandre Duranceau, fils, Paul-Émile Duranceau et Laurier Duranceau, contracteurs, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

De faire toutes entreprises de construction et d'agir comme contracteurs généraux en tous genres de construction, sous le nom de "J. A. Duranceau Limitée" — "J. A. Duranceau Limited", avec un capital de \$75,000, divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le huit mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

J. Art. Bédard, Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mars 1949, constituant en corporation: Dame veuve Alma-H. Bédard, marchande publique, Paul-Émile Bédard, marchand, et Dominique Bédard, professeur, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer sous toutes ses formes le commerce d'épicerie, de viandes et provisions, produits alimentaires, sous le nom de "J. Art. Bédard, Incorporée", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

J.-E. Roy & Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mars 1949, constituant en corporation: J.-Emilien Roy, industriel, Germaine Roy et

Smith, industriel, of Sillery, John H. Price and Paul-M.-A. Simard, industrials, both of the City of Quebec, all in the Judicial District of Quebec, for the following purposes:

To transact, conduct and carry on a general investment and brokerage business, under the name of "Hugh H. Smith & Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty.

The head office of the Company will be at Quebec, Judicial District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

J. A. Duranceau Limitée
J. A. Duranceau Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1949, incorporating: J. Alexandre Duranceau, junior, Paul-Émile Duranceau, and Laurier Duranceau, contractors, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all construction business and act as general contractors for every kind of construction, under the name of "J. A. Duranceau Limitée" — "J. A. Duranceau Limited", with a capital stock of \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

J. Art. Bédard, Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1949, incorporating: Dame Widow Alma H. Bédard, public merchant, Paul Émile Bédard, merchant and Dominique Bédard, professor, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal, under all forms of such business, in groceries, meat and provisions, foodstuffs, under the name of "J. Art. Bédard, Incorporée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The number of shareholders shall be limited to twenty.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

J.-E. Roy & Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1949, incorporating: J. Emilien Roy, industrialist, Germaine Roy and Georgette Roy,

Georgette Roy, commis, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agr comme constructeurs et agents d'immeubles, sous le nom de "J.-E. Roy & Cie Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 800 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le quinze mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Lachine Central Motor Sales Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix mars 1949, constituant en corporation: Mario-E. Lattoni, avocat, Cécile Lahaie et Berthe Rondeau, sténographes, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagiste, sous le nom de "Lachine Central Motor Sales Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 5,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Laniel Amusement Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix mars 1949, constituant en corporation: Emé Lacroix, C.R., avocat, de ville Mont-Royal, Emile Pelletier, avocat, de Lachine, et Marcelle Langlois, sténographe, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, vendre des tabacs, bonbons, papiers, accessoires de fumeurs, menus articles, et toute marchandise pouvant faire l'objet d'un commerce de restaurant; des appareils récréatifs, des instruments de musique, sous le nom de "Laniel Amusement Co. Inc.", avec un capital de \$100,000, divisé en 700 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 1,000 actions communes d'une valeur au pair de \$30 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Adèle, dans le district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le dix mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Laniel Amusement Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix mars 1949, constituant en corporation: Emé Lacroix, C.R., avocat, de Ville Mont-Royal, C.-A. Sylvestre, C.R., avocat, Marcelle Langlois, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, et Emile Pelletier, de Lachine, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, vendre des tabacs, bonbons, papiers, accessoires de fumeurs, menus articles,

clerks, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To act as builders and real estate agents, under the name of "J. E. Roy & Cie Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 800 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lachine Central Motor Sales Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1949, incorporating: Mario-E. Lattoni, advocate, Cécile Lahaie and Berthe Rondeau, stenographers, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, under the name of "Lachine Central Motor Sales Limited", with a capital stock of \$50,000 divided into 5,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Lachine, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Laniel Amusement Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1949, incorporating: Emé Lacroix, K.C., advocate of the town of Mount Royal, Emile Pelletier, advocate, of Lachine, and Marcelle Langlois, stenographer, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and sell tobacco, candies, papers, smokers' supplies, small wares and any merchandise which may form the object of a restaurant business; sporting goods, musical instruments, under the name of "Laniel Amusement Co. Inc.", with a capital stock of \$100,000 divided into 700 preferred shares of a par value of \$100 each and 1,000 common shares of a par value of \$30 each.

The head office of the company will be at Sainte-Adèle, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Laniel Amusement Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1949, incorporating: Emé Lacroix, K.C., advocate, of the Town of Mount Royal, C. A. Sylvestre, K.C., advocate, Marcelle Langlois, stenographer, both of the City of Montreal, and Emile Pelletier, of Lachine, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and sell tobacco, candies, papers, smokers' supplies, small wares and any

et toute marchandise pouvant faire l'objet d'un commerce de restaurant; des appareils récréatifs, des instruments de musique, sous le nom de "Laniel Amusement Inc.", avec un capital de \$250,000, divisé en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 2,500 actions communes d'une valeur au pair de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mars 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

La Salle Paper Box Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du 10 mars 1949, constituant en corporation: Monique Mainville, sténographe, fille majeure, de la cité de Verdun, Jeannette Brodeur, sténographe, fille majeure, et Yvan Mercure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme manufacturiers, commerçants dans toutes sortes de boîtes, récipients et autres articles faits de papier cartonné, cellophane, fibre (wood-tin), carton et autres matériels, sous le nom de "La Salle Paper Box Company Limited", avec un capital de \$20,000, divisé en 400 actions communes d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mars 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

La Salle Paroissiale de Sainte Hélène, Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mars 1949, constituant en corporation sans capital-actions: M. l'abbé J. Napoléon Dumont, ptre-curé, docteur J.-A. Lapointe, médecin, Arthur Tardif, mécanicien, J. Gérard Morneau, Paul-Émile Albert, marchands, Gérard Landry, garagiste, et Herménégilde Ouellet, cultivateur, tous de Sainte-Hélène, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Construire, posséder, opérer et exploiter un immeuble devant servir de salle paroissiale à l'usage des citoyens de la paroisse de Ste-Hélène de Kamouraska, sous le nom de "La Salle Paroissiale de Sainte Hélène, Inc."

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation sera à Sainte-Hélène, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général le douze mars 1949.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

merchandise which may form the object to a restaurant business; sporting goods, musical instruments, under the name of Laniel Amusement Inc., with a capital stock of \$250,000, divided into 2,000 preferred shares of a par value of \$100 each and 2,500 common shares of a par value of \$20 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

La Salle Paper Box Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the tenth day of March, 1949, incorporating: Monique Mainville, stenographer, spinster, of the city of Verdun, Jeannette Brodeur, stenographer, spinster, and Yvan Mercure, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers of and dealers in all kinds of boxes, containers and other articles made of cardboard, cellophane, fibre, wood-tin, carton and other materials, under the name of "La Salle Paper Box Company Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 400 common shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

La Salle Paroissiale de Sainte Hélène, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: the Rev. abbé J. Napoléon Dumont, parish priest, Doctor J. A. Lapointe, physician, Arthur Tardif, mechanic, J. Gérard Morneau, Paul-Émile Albert, merchants, Gérard Landry, garage keeper, and Herménégilde Ouellet, farmer, all of Sainte-Hélène, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To build, own, organize and operate an immovable to be used as a parish hall for the use of the citizens of the parish of Sainte-Hélène de Kamouraska, under the name of "La Salle Paroissiale de Sainte Hélène, Inc."

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$40,000.

The head office of the corporation will be at Sainte-Hélène, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

L'Association des Marchands de Machines Aratoires de la Province de Québec

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mars 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Willbrod Bherer, C.R. Guy Pouliot, avocats, et Jacques Juneau, étudiant en droit, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Obtenir une plus grande coopération entre les marchands de machines aratoires des diverses régions de la province, sous le nom de "L'Association des Marchands de Machines Aratoires de la Province de Québec."

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le onze mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L. C. Harris Company Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize mars 1949, constituant en corporation: L. C. Harris, industriel, Mme Marguerite Harris Gilmour, épouse séparée de biens de J. H. Gilmour et dûment autorisée par lui et Mme Ada Harris Snelgrove, épouse séparée de biens de J. H. Snelgrove, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, marchands et négociants d'amiant et toutes sortes de minéraux, métaux et substances métalliques et de tous leurs produits et sous-produits, sous le nom de "L. C. Harris Company Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 224 rue Collège, ville St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS,

Le Bien-Etre des Immigrants

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Dame Émilienne Frenette-Beaulieu, ménagère, épouse séparée de biens de J.-L. Beaulieu, et par lui dûment autorisée, Ruth Robinson, professeur, et Dame Thérèse Laberge des Rivières, ménagère, épouse séparée de biens de Guy des Rivières, et par lui dûment autorisée aux fins des présentes, toutes des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Accueillir, aider et renseigner les néo-canadiens, sous le nom de "Le Bien-Etre des Immigrants".

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la cor-

L'Association des Marchands de Machines Aratoires de la Province de Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: Willbrod Bherer, K.C., Guy Pouliot, advocates, and Jacques Juneau, law student, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To obtain greater cooperation between the dealers in farm implements in the various districts of the Province, under the name of "L'Association des Marchands de Machines Aratoires de la Province de Québec".

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L. C. Harris Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1949, incorporating: L. C. Harris, industrial, Mrs. Marguerite Harris Gilmour, wife separate as to property of J. H. Gilmour, and duly authorized by him, and Mrs. Ada Harris Snelgrove, wife separate as to property of J. H. Snelgrove, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, merchants and dealers in asbestos and all kind of minerals, metals, and metallic substances and all products and by-products of the same, under the name of "L. C. Harris Company Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 224 College St., Town of St. Laurent, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Le Bien-Etre des Immigrants

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: Dame Émilienne Frenette-Beaulieu, housewife, wife separate as to property of J. L. Beaulieu and duly authorized by him, Ruth Robinson, professor, and Dame Thérèse Laberge des Rivières, housewife, wife separate as to property of Guy des Rivières and duly authorized by him for the purposes hereof, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To welcome, help and give information to new-Canadians, under the name of "Le Bien-Etre des Immigrants".

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property

poration peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Le Centre Social de l'Abitibi Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mars 1949, constituant en corporation: Dr Avila Sylvestre, chirurgien-dentiste, Jean-Paul Lamoureux, avocat, Hector Joyal, propagandiste, Maurice Perreault, gérant, et Jean-Baptiste Boutin, marchand, tous de la ville d'Amos, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Pratiquer l'industrie et faire le commerce d'imprimerie généralement, sous le nom de "Le Centre Social de l'Abitibi Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Le Drapeau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix mars 1949, constituant en corporation: Narcisse Morin, agent d'assurance, de Montmagny, district judiciaire de Montmagny, J.-J.-Aimé Roy, agent d'assurances d'Armagh, district judiciaire de Montmagny, et Séraphin Bolduc, industriel, de Beauceville, district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Pratiquer l'industrie et faire le commerce d'imprimeurs, d'éditeurs, de librairie sous le nom de "Le Drapeau Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général le dix mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Louben Sportswear Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize mars 1949, constituant en corporation: June Kirlin, Claire Taylor, secrétaires, filles majeures, Virginia Mires, réceptionniste, fille majeure, et Eva Cummings, secrétaire, veuve, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le négoce ou le commerce de laine, tissus de coton, lainages, soieries, toiles et vêtements de toutes sortes, sous le nom de "Louben Sportswear Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Le Centre Social de l'Abitibi Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1949, incorporating: Dr Avila Sylvestre, dental surgeon, Jean Paul Lamoureux, advocate, Hector Joyal, propagandist, Maurice Perreault, manager, and Jean-Baptiste Boutin, merchant, all of the town of Amos, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To engage in and carry on a general printing business, under the name of "Le Centre Social de l'Abitibi Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Le Drapeau Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1949, incorporating: Narcisse Morin, insurance agent, of Montmagny, judicial district of Montmagny, J. J. Aimé Roy, insurance agent of Armagh, judicial district of Montmagny, and Séraphin Bolduc, industrialist, of Beauceville, judicial district of Beauce, for the following purposes:

To carry on industry and business as printers, editors, stationers, under the name of "Le Drapeau Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montmagny, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Louben Sportswear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1949, incorporating: June Kirlin, Claire Taylor, secretaries, spinsters, Virginia Mires, receptionist, spinster, and Eva Cummings, secretary, widow, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort, under the name of "Louben Sportswear Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Modernaire, Incorporated

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize mars 1949, constituant en corporation: René Turgeon, industriel, Robert Turgeon, gérant, Barbara May Newport Turgeon, épouse séparée de biens de René Turgeon, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands d'appiques, fournitures, dispositifs, appareils, machinerie et accessoires électriques de toute description, sous le nom de "Modernaire, Incorporated", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

M. Winikoff & Sons Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix mars, 1949, constituant en corporation: Max Winikoff, marchand de gros, Charles Winikoff, marchand de gros, et June Kirlin, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce en gros et en détail, producteurs et manufacturiers de toutes sortes d'épicerie, produits alimentaires, produits pharmaceutiques, sujet aux dispositions de la Loi de pharmacie de Québec, liqueurs douces, menus objets, quincaillerie, verrerie, nouveautés et tous articles de plastique, verre, aluminium, métal, bois, caoutchouc, tissus et cuir, sous le nom de "M. Winikoff & Sons Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**National Health Association
Association Nationale de la Santé**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mars 1949, constituant en corporation sans capital-actions: W. Taylor Bailey, vice-président et gérant général Dominion Bridge Co., Dame Henriette Beullac Dupuis, veuve de feu Albert Dupuis, en son vivant président de Dupuis Frères Limitée, Norman J. Dawes, président, National Breweries Limited, Sydney G. Dobson, président, Banque Royale du

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Modernaire, Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1949, incorporating: René Turgeon, industrialist, Robert Turgeon, manager, Barbara May Newport Turgeon, wife separate as to property of René Turgeon, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and dealers in electric fixtures, supplies, appliances, apparatus, machinery and accessories of every description, under the name of "Modernaire, Incorporated", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

M. Winikoff & Sons Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1949, incorporating: Max Winikoff, wholesaler, Charles Winikoff, wholesaler, and June Kirlin, secretary, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of wholesalers and retailers, producers and manufacturers of all kinds of groceries, food products, pharmaceutical products, subject to the provisions of the Quebec Pharmacy Act, soft drinks, smallware, hardware, glassware, novelties and all articles made out of plastic, glass, aluminum, metal, wood, rubber, fabrics and leather, under the name of "M. Winikoff & Sons Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares having a par value of \$100 each, and 100 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**National Health Association
Association Nationale de la Santé**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: W. Taylor Bailey vice president and general manager of the Dominion Bridge Co., Dame Henriette Beullac Dupuis, widow of the late Albert Dupuis, in his lifetime, president of Dupuis Frères Limitée, Norman J. Dawes, president, National Breweries Limited, Sydney G. Dobson, president, the

Canada, Eileen Flanagan, directrice du Nursing de l'Institut de Neurologie de Montréal, fille majeure, Arthur Fontaine, publiciste, Léon Gérin-Lajoie, M.D., vice-doyen, Université de Montréal, Suzanne Giroux, fille majeure, visiteuse officielle des Ecoles d'Infirmières de l'Association des Infirmières de la province de Québec, C.-E. Gravel, président, Banque Canadienne Nationale, Dame Bertha Lacoste Hamel, veuve de feu Paul Hamel, en son vivant dentiste, Dr Albert LeSage, médecin, Florence Lewis, fille majeure, Jonathan C. Meakins, président, Alexandra Hospital, Hartland de M. Molson, secrétaire, Molsons Brewery Ltd., H. Graham Ross, Medical Director, National Breweries Ltd., T. Taggart Smyth, gérant général, Banque d'Epargne, tous de la cité de Montréal, Joseph-Albert Baudouin, M.D., directeur de l'Enseignement de l'Hygiène publique et de la médecine préventive de l'Université de Montréal, de Hampstead, de Gaspé Beaubien, ingénieur de la cité d'Outremont, Dame Justine Lacoste, veuve de feu L. de G. Beaubien, en son vivant, président de L. G. Beaubien et Cie, de la cité d'Outremont, B. C. Gardner, président, Banque de Montréal, J. D. Johnson, président du Conseil d'Administration, Canada Cement Company Ltd., Dame Eva Rodier Thibodeau, veuve de feu l'honorable Alfred Thibodeau, en son vivant sénateur, Gerald G. Ryan, président et gérant général de L. G. Beaubien & Cie, Dame Béatrice Tobin Asselin, épouse contractuellement séparée de biens de J.-O. Asselin, président Comité Exécutif Ville de Montréal, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, James Wilson, président, Shawinigan Water & Power Co., tous six de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, et Lucien Borne, maire de la ville de Québec, Paul-Henri Bouffard, C.R., avocat et sénateur, Lucien Moraud, sénateur Paul Desrochers, courtier, l'honorable Gerald Martineau, conseiller législatif, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Prendre toutes les mesures qui peuvent être considérées désirables et appropriées pour promouvoir la santé des individus et de la collectivité et le contrôle et l'élimination des maladies contagieuses, sous le nom de "National Health Association" — "Association Nationale de la Santé."

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers et mobiliers que l'Association peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le seize mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Royal Bank of Canada, Eileen Flanagan, supervisor of Nursing staff at the Montreal Neurological institute, spinster, Arthur Fontaine, publicist, Léon Gérin-Lajoie, M.D., vice-dean, University of Montreal, Suzanne Giroux, spinster, official visiting nurse for the Ecoles d'Infirmières de l'Association des Infirmières de la Province de Québec, C. E. Gravel, president, Banque Canadienne Nationale, Dame Bertha Lacoste Hamel, widow of the late Paul Hamel, in his lifetime a dentist, Dr Albert LeSage, physician, Florence Lewis, spinster, Jonathan C. Meakins, president, Alexandra Hospital, Hartland, de M. Molson, secretary, Molsons Brewery Ltd., H. Graham Ross, Medical Supervisor, National Breweries Ltd., T. Taggart Smyth, general manager, Savings Bank, all of the city of Montreal, Joseph Albert Baudouin, M.D., director of Teaching of Public Hygiene and preventive medicine (directeur de l'Enseignement de l'Hygiène publique et de la médecine préventive) of the University of Montreal, of Hampstead, de Gaspé Beaubien, engineer of the city of Outremont, Dame Justine Lacoste, widow of the late L. de G. Beaubien, in his lifetime, president of L. G. Beaubien et Cie, of the city of Outremont, B. C. Gardner, president, The Bank of Montreal, J. D. Johnson, president of the Board of Directors, Canada Cement Company Ltd., Dame Eva Rodier Thibodeau, widow of the late Honourable Alfred Thibodeau, in his lifetime senator, Gerald G. Ryan, president and general manager of L. G. Beaubien & Cie, Dame Béatrice Tobin Asselin, wife separate as to property by marriage contract of J. O. Asselin, president of the Executive Committee of the city of Montreal, and duly authorized by him for the purposes hereof, James Wilson, president, Shawinigan Water & Power Co., all six of the city of Westmount, all of the judicial district of Montreal, and Lucien Borne, Mayor of the city of Quebec, Paul Henri Bouffard, K.C., advocate and senator, Lucien Moraud, senator, Paul Desrochers, broker, the Honourable Gerald Martineau, legislative councillor, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To take all measures deemed desirable and suitable to protect the health of individuals and of the community in general and further the control and elimination of contagious diseases, under the name of "National Health Association" — "Association Nationale de la Santé".

The amount to which the annual revenue from the immoveable and moveable property which the Association may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Northland Mechanical Equipment Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf mars 1949, constituant en corporation: Werner Joseph Moser, Andrew Peabody Preston Wilkins, mécaniciens surveillants et Rita-Yvette Champagne Moser, épouse séparée de biens de Werner Joseph Moser, et dûment autorisée par lui, tous de St-Sauveur, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Northland Mechanical Equipment Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1949 incorporating: Werner Joseph Moser, Andrew Peabody Preston Wilkins, mechanical supervisors and Rita-Yvette Champagne Moser, wife separate as to property of Werner Joseph Moser and duly authorized by him all of St. Sauveur, Judicial District of Terrebonne, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce de pompes à l'eau, appareils de chauffage, de refroidissement de réfrigération, de climatisation de pouvoir mécanique brûleurs et accumulateurs, moteurs, sous le nom de "Northland Mechanical Equipment Company Limited", avec un capital de \$20 000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Sauveur, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mars 1949.

L'Assistant-procureur général
L. DÉSILETS.

Parker Realty Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize mars 1949, constituant en corporation: Donald Newton Byers, Errol Klock McDougall et Walter Austin Johnson, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de valeurs, biens mobiliers et immobiliers de toute sorte et nature, sous le nom de "Parker Realty Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 20,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Permanent Stainless Steel Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mars 1949, constituant en corporation: Armand Nadeau, avocat, Henriette Savoie, secrétaire, fille majeure, et Lorenzo Choquette, agent, tous de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'effets, articles et ustensiles de cuisine en métal, composition ou plastique ou bois, sous le nom de "Permanent Stainless Steel Co. Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le seize mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Pik Mills Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit mars 1949, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, Hilda Christensen, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Theodore H. Shapiro, avocat, de ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer et produire et, en général, faire le commerce de filés, drap, laine, tissus et produits textiles de toutes sortes sous le nom de "Pik Mills

To manufacture and deal in water pumps, heating, cooling, refrigerating, air conditioning apparatus, mechanical power apparatus, burners and stockers, engines, under the name of "Northland Mechanical Equipment Company Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100, each.

The head office of the Company will be at St-Sauveur, Judicial District of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Parker Realty Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1949, incorporating: Donald Newton Byers, Errol Klock McDougall and Walter Austin Johnson, advocates, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in securities, real and immoveable property of every kind and nature, under the name of "Parker Realty Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 20,000 shares of \$1 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Permanent Stainless Steel Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1949, incorporating: Armand Nadeau, advocate, Henriette Savoie, secretary, spinster, and Lorenzo Choquette, agent, all of Sherbrooke, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To manufacture and deal in kitchen ware, articles and utensils made of metal, composition or plastic or wood, under the name of "Permanent Stainless Steel Co. Ltd.", with a capital stock of \$50 000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General this sixteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Pik Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1949, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, Hilda Christensen, secretary, spinster, both of the city of Montreal, and Theodore H. Shapiro, advocate, of the town of Mount-Royal, all in the judicial district of Montreal for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and producing and generally dealing in worsted cloths, wools, fabrics, and textiles of all kinds, under the name of "Pik Mills Ltd.", with a capital

Ltd.", avec un capital de \$750,000 divisé en 7 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Providence Plating Company, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix mars, 1949, constituant en corporation: Lawrence Popliger, avocat, Isidore Popliger, avocat, et conseil en loi du Roi, et Samuel Litwin, agent d'assurance, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les métier et commerce du placage de toute sorte et de toute nature; manufacturer et faire le commerce de la bijouterie, l'argenterie, des ornements, bric-a-brac, nouveautés et menus objets, sous le nom de "Providence Plating Company, Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

R. A. Marcotte Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf mars 1949, constituant en corporation: Roméo Marcotte, marchand, Dame Antoinette Painchaud Marcotte, épouse commune en biens dudit Roméo Marcotte, Gilles Marcotte, commis, Rita Marcotte et Monique Marcotte, commis, filles majeures, tous de Richmond, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands et commerçants de mobiliers, matériaux de construction; articles de nouveauté; appareils électriques et mécaniques; des merceries, marchandises sèches, des denrées et épicerie; des quincailleries, des machineries, véhicules, sous le nom de "R. A. Marcotte Inc.", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Richmond, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Ronco Flooring Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix mars 1949, constituant en corporation: Louis Fiset, électricien, Marguerite Champagne, secrétaire, tous deux de la cité de Québec, et Marcelle Chalifour, secrétaire, domiciliée à Courville, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

stock of \$750,000 divided into 7,500 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the city of Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Providence Plating Company, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1949, incorporating: Lawrence Popliger, advocate, Isidore Popliger, advocate and King's Counsel, and Samuel Litwin, insurance agent, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of plating of all kinds and nature; to manufacture and deal generally in jewellery, silverware, ornaments, bric-a-brac, novelties and smallwares, under the name of "Providence Plating Company, Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

R. A. Marcotte Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1949, incorporating: Roméo Marcotte, merchant, Dame Antoinette Painchaud Marcotte, wife common as to property of said Roméo Marcotte, Gilles Marcotte, clerk, Rita Marcotte and Monique Marcotte, clerks, spinsters, all of Richmond, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To carry on business as merchants of and dealers in furniture, building materials; novelty articles; electrical and mechanical apparatus; haberdashery, dry goods, wares and groceries; hardware, machinery, vehicles, under the name of "R. A. Marcotte Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the town of Richmond, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Ronco Flooring Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1949, incorporating: Louis Fiset, electrician, Marguerite Champagne, secretary, both of the city of Quebec, and Marcelle Chalifour, secretary, domiciled at Courville, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

Manufacturer, faire le commerce de toutes substances connues, susceptibles d'entrer dans la composition des murs, planchers, et plafonds de tous édifices ou bâtiments construits ou à construire, sous le nom de "Ronco Flooring Incorporated", avec un capital de \$20,000 divisé en 225 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune, et 175 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à 345 rue St-Pascal, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le 10 mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Seligman & Latz of Montreal, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze mars 1949, constituant en corporation: Charles William Leslie, William Wainwright Chipman, et Daniel Doheny, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, louer et opérer des salles et salons de beauté; manufacturer et faire un commerce général de cosmétiques, accessoires de toilette, sous le nom de "Seligman & Latz of Montreal, Ltd.", avec un capital de \$600, divisé en 60 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**S. M. Koury & Fils Limitée
S. M. Koury & Sons Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1949, constituant en corporation: Salim Michael Koury, Alan Koury et Mischell Koury, tous marchands, de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire le commerce de mercerie, de produits de beauté et sanitaires, chaussures, ferronnerie, sous le nom de "S. M. Koury & Fils Limitée" — "S. M. Koury & Sons Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**St. Lawrence Distributing Co. Ltd.
(La Compagnie Distributrice du St-Laurent Ltée)**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mars 1949, constituant en corporation: Alphonse Fortin, Zoel Tremblay et Robert Lé-

To manufacture and deal in all known substances capable of being used in the making of walls, floors and ceilings of any buildings or structures built or to be built, under the name of "Ronco Flooring Incorporated", with a capital stock of \$20,000 divided into 225 common shares of a par value of \$50 each, and 175 preferred shares of a par value of \$50 each.

The number of shareholders will be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at 345 St. Pascal street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Seligman & Latz of Montreal, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1949, incorporating: Charles William Leslie, William Wainwright Chipman and Daniel Doheny, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, lease and operate beauty parlors, beauty salons, to manufacture, and generally deal in cosmetics, toilet supplies, under the name of "Seligman & Latz of Montreal, Ltd.", with a capital stock of \$600 divided into 60 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**S. M. Koury & Fils Limitée
S. M. Koury & Sons Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1949, incorporating: Salim Michael Koury, Alan Koury and Mischell Koury, all merchants, of the town of Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To deal in haberdashery, beauty and sanitary products, footwear, ironware, under the name of "S. M. Koury & Fils Limitée" — "S. M. Koury & Sons Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**St. Lawrence Distributing Co. Ltd.
(La Compagnie Distributrice du St-Laurent Ltée)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1949, incorporating: Alphonse Fortin, Zoel Tremblay and Robert Létourneau, all three

tourneau, tous trois commis, des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce des produits, sous-produits, dérivés et substituts du pétrole sous toutes ses formes et toutes espèces, sous le nom de "St. Lawrence Distributing Co. Ltd." — (La Compagnie Distributrice du St-Laurent Ltée).

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 1,000 actions sans valeur au pair ou nominale et en 440 actions privilégiées de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$9,400.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Szabo Fur Mfg. Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze mars 1949, constituant en corporation: John Szabo, marchand de fourrures, June Kirlin et Claire Taylor, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce ou le trafic de fourrures, vêtements et accessoires de vêtements, sous le nom de "Szabo Fur Mfg. Co.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Textile Marketing Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre mars 1949, constituant en corporation: Sidney Moidell, marchand, Hylda Sherman, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité d'Outremont, et Samuel Stein, avocat, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de commerçants et distributeurs de tous tissus textiles et de vêtements de toute description, sous le nom de "Textile Marketing Service Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires, d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Tourelle Lumber Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du

clerks, of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in petroleum products, by-products, derivatives and substitutes in all forms and types of same, under the name of "St. Lawrence Distributing Co. Ltd." — (La Compagnie Distributrice du St-Laurent Ltée).

The capital stock of the company is divided into 1,000 shares having no nominal or par value and into 440 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company will commence operations is \$9,400.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Szabo Fur Mfg. Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1949, incorporating: John Szabo, furrier, June Kirlin and Claire Taylor, secretaries, spinsters, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with furs, clothing and clothing accessories, under the name of "Szabo Fur Mfg. Co.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Textile Marketing Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1949, incorporating: Sidney Moidell, merchant, Hylda Sherman, stenographer, spinster, both of the City of Outremont, and Samuel Stein, advocate, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealers and distributors of all textile materials and wearing apparel of every description, under the name of "Textile Marketing Service Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100, each, and 200 preferred shares of a par value of \$100, each.

The number of its shareholders shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Tourelle Lumber Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of

seize mars 1949, constituant en corporation: Yves Prévost, avocat, de Beauport, Maurice Gagné, et Jacques Flynn, avocats, tous deux de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du bois sous toutes ses formes, sous le nom de "Tourelle Lumber Co. Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Anne-des-Monts, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général le seize mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Turcotte & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mars 1949, constituant en corporation: Léo Turcotte, Etienne Turcotte, jr, Etienne Turcotte, sr, Roger Turcotte, tous industriels, et Gertrude Turcotte, commis, tous de Saint-Jean de Cherbouurg, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, marchands des produits de la forêt, de l'agriculture ou des produits extraits de la terre ou de la mer, sous le nom de "Turcotte & Fils Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean de Cherbouurg, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le seize mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

U. S., Canadian & Cuba Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix mars 1949, constituant en corporation: Harold S. Freeman, Lewis K. Freedman, avocats, et Florence Klians, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands généraux de passes-thé, et de nouveautés, quincaillerie, meubles, bijouterie, articles électriques et articles d'optique, appareils et instruments, sous le nom de "U. S., Canadian & Cuba Co. Ltd."

Le capital actions de la compagnie consistera en 100 actions ordinaires, sans valeur au pair, et 50 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune. Le montant de capital avec lequel la compagnie exercera ses opérations ne sera pas moindre de \$1,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Valroyal Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-

March, 1949, incorporating: Yves Prévost, advocate, of Beauport, Maurice Gagné and Jacques Flynn, advocates, both of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in lumber in all the forms thereof, under the name of "Tourelle Lumber Co. Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Anne-des-Monts, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Turcotte & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1949, incorporating: Léo Turcotte, Etienne Turcotte, jr, Etienne Turcotte, sr, Roger Turcotte, all industrialists, and Gertrude Turcotte, clerk, all of Saint-Jean de Cherbouurg, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, merchants of forest products, agricultural products and products extracted from the earth or from the sea, under the name of "Turcotte & Fils Limitée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Jean de Cherbouurg, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

U. S., Canadian & Cuba Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1949, incorporating: Harold S. Freeman, Lewis K. Freedman, advocates, and Florence Klians, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, and dealers generally in tea strainers and novelties, hardware, furniture, jewellery and electrical and optical goods, appliances and instruments, under the name of "U. S., Canadian & Cuba Co. Ltd."

The capital stock of the company shall consist of 100 common shares of no par value, and 50 preferred shares of the par value of \$100. each.

The amount of capital with which the company will carry on business will be not less than the sum of \$1,000.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Valroyal Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze mars 1949, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, David Goodman, avocats, et Pauline Leet, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, négocier et faire le commerce de terrains, immeubles et biens immobiliers;

Exercer le commerce comme entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de "Valroyal Corporation", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Williams' Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze mars, 1949, constituant en corporation: William Edward McCarthy, William Joseph Cox, fleuristes, et Dorothy Elizabeth Alberta McCarthy, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le métier et le commerce de fleuristes, sous le nom de "Williams' Incorporated", avec un capital de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 150 actions privilégiées, de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

World Trading Import & Export Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept mars 1949, constituant en corporation: Paul-H. Levesque, avocat, Thérèse Jollette, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Marcel Lajeunesse, avocat, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrures, textiles, verre et sous-produits, sous le nom de "World Trading Import & Export Corporation".

Le capital actions de la compagnie est divisé en 2,000 actions ordinaires, sans valeur nominale ou au pair et 1,000 actions privilégiées, sans valeur nominale ou au pair, et en 1,850 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$33,500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

24601

ince of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1949, incorporating: Philip Fischel Vineberg, David Goodman, advocates, and Pauline Leet, secretary, fille majeure, all of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and deal in and with lands, real estate, immovables;

To carry on business as contractor and builders, under the name of "Valroyal Corporation", with a capital stock of \$40,000 divided into 100 common shares of the par value of \$100 each, and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Williams' Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1949, incorporating: William Edward McCarthy, William Joseph Cox, florists, and Dorothy Elizabeth Alberta McCarthy, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on a florist trade and business, under the name of "Williams' Incorporated", with a capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$100. each, and 150 preferred shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

World Trading Import & Export Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1949, incorporating: Paul-H. Levesque, advocate, Thérèse Jollette, stenographer, spinster, both of the City of Montreal, and Marcel Lajeunesse, advocate, of the City of Westmount, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell and deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products, under the name of "World Trading Import & Export Corporation".

The capital stock of the company is divided into 2,000 common shares having no nominal or par value, and into 1,000 preferred shares having no nominal or par value, and into 1,850 preferred shares of a par value of \$100. each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$33,500.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

24601-o

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Cour supérieure, N° 271512. Dame Dorothy Richards, ménagère des Cité et district de Montréal, demanderesse; vs Paul Frigon, dentiste des Cité et district de Montréal, défendeur.

Dame Dorothy Richards, épouse de Paul Frigon, résidant et domicilié à 4255, avenue Old Orchard, des Cité et district de Montréal, a formé contre son mari, une demande en séparation de biens.

Montréal, le 31 mars 1949.

Le Procureur de la demanderesse,

24611 ALBERT LANGEVIN.

Superior Court, No. 271,512. Dame Dorothy Richards, housewife, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Paul Frigon, dentist, of the city and district of Montreal, defendant.

Dame Dorothy Richards, wife of Paul Frigon, residing and domiciled at 4255 Old Orchard Avenue, in the city and district of Montreal, has taken an action against her husband, for separation as to property.

Montreal, March 31, 1949.

ALBERT LANGEVIN,

24611-o Attorney for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Montréal, N° 271,237. Cour Supérieure. Dame Emilienne Bergeron, ménagère et couturière des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Harris Éthier, garagiste, des mêmes lieux. demanderesse. vs Harris Éthier, garagiste des cité et district de Montréal.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 23 mars 1949.

Montréal, le 23 mars 1949.

Le Procureur de la demanderesse.

24621-o PAUL LEVESQUE.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 271,237, Superior Court. Dame Emilienne Bergeron, housewife and dress-maker of the city and district of Montreal, wife common as to property of Harris Ethier, garagist, of the same place, plaintiff, vs Harris Éthier, garagist, of the city and district of Montreal.

An action in separation of property has been instituted in this case on the 23rd of March 1949.

Montreal, March 23rd, 1949.

PAUL LEVESQUE,

24621-o Attorney for Plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure N° 260,872. Dame Marie Delorme de Montréal, épouse de Jean Marie Longpré, journalier, des cité et district de Montréal, demanderesse vs Jean-Marie Longpré, défendeur.

La demanderesse a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Montréal, ce 5 avril 1949.

Le Procureur de la demanderesse,

24627-o GAETAN SYLVESTRE.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 260,872. Dame Marie Delorme, of Montreal, wife of Jean-Marie Longpré, labourer, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Jean-Marie Longpré, defendant.

The plaintiff has entered, against her husband, an action for separation as to property.

Montreal, April 5, 1949.

GAETAN SYLVESTRE,

24627 Attorney for the plaintiff.

Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, N° 2828, Dame Essez Perreault, épouse de J. Exavérie Morrisette, domiciliée et demeurant avec ce dernier, en la ville de Waterloo, district de Bedford, demanderesse vs ledit J. Exavérie Morrisette, marchand des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 30 mars, 1949.

Sweetsburg, le 5 avril, 1949.

Les Procureurs de la demanderesse,

24628-o SABOURIN & SABOURIN.

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 2828, Dame Essez Perreault, wife of J. Exavérie Morrisette, of Waterloo, district of Bedford, plaintiff vs The said J. Exavérie Morrisette, merchant also of Waterloo, district of Bedford, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on March 30th 1949.

Sweetsburg, April 5th 1949.

SABOURIN & SABOURIN,

24628-o Attorneys for Plaintiff.

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Numéro 361

Number 361

Québec, le 31 mars 1949.

Quebec, March 31, 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Section "C"

Part "C"

CONCERNANT un amendement au décret relatif au métier de coiffeur pour dames, dans la région de Montréal.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the ladies hairdressing trade in the district of Montreal.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amende-

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the

ments), la Commission conjointe des coiffeurs pour dames de Montréal a présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1343 du 29 mai 1941, et amendements, relatif au métier de coiffeur pour dames dans les cités de Montréal, Westmount, Outremont, Verdun, Lachine et les villes de Montréal-Ouest, Mont-Royal, St-Laurent, Ville St-Pierre et Ville LaSalle;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 19 février 1949;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1343, soit modifié comme suit:

L'article XI est remplacé par le suivant:

"XI. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 7 juin 1949.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant la date de son expiration. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

24624-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 362

Québec, le 31 mars 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "B"

CONCERNANT l'addition d'une partie co-contractante — décret relatif aux métiers de la construction dans la région de Hull.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts révisés de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'Association des Entrepreneurs du District de Hull Inc., a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'être acceptée comme partie co-contractante à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 968 du 3 juin 1938 et amendements, relatif à l'Industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Témiscamingue, Pontiac et Labelle;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 26 février 1949;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ladite requête soit acceptée et qu'en conséquence le nom de l'Association des Entrepreneurs du district de Hull Inc., soit ajouté dans ledit décret, numéro 968, comme partie co-contractante de première part.

Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

24646-o

Greffier du Conseil Exécutif.

Joint Commission of the Ladies Hairdressing Trade of Montreal has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 1343 of May 29, 1941, and amendments, relating to the ladies hairdressing trade in the cities of Montreal, Westmount, Outremont, Verdun, Lachine and the towns of Montreal-West, Mount-Royal, St. Laurent, Ville St. Pierre and Ville LaSalle;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 19, 1949;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 1343, be amended as follows:

Section XI is replaced by the following:

"XI. *Duration of the decree*: The present decree remains in force until June 7, 1949.

It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within a period of not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30), prior to the date of its expiration. Such a notice shall also be forwarded to the Minister of Labour."

(Document "C" annexed to the Order)

A. MORISSET,

24624-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 362

Quebec, March 31, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "B"

CONCERNING the adding of a co-contracting party — decree relating to the construction trades in the district of Hull.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), "L'Association des Entrepreneurs du District de Hull inc." has submitted to the Minister of Labour a request to be accepted as co-contracting party to the collective labour agreement rendered obligatory by the degree number 968 of June 3, 1938, and amendments, relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Témiscamingue, Pontiac and Labelle;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 26, 1949;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said request be accepted and that the name of "L'Association des Entrepreneurs du District de Hull Inc." be added in the said decree number 968, as co-contracting party of the first part.

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,

24646-o

Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

—
Numéro 361

—
Québec, le 31 mars 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

—
Section "D"

—
CONCERNANT une prolongation du décret relatif à l'industrie du bois ouvré, dans la région de Québec.

—
IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

—
QUE le décret numéro 337 du 11 mars 1948, relatif à l'industrie du bois ouvré, dans la région de Québec, soit prolongé jusqu'au 1er juillet 1949.

—
(Document "D" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

24625-o

Greffier du Conseil Exécutif.

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

—
Number 361

—
Quebec, March 31, 1949.

Present: The Lieutenant Governor in Council

—
Part "D"

—
CONCERNING an extension of the decree relating to the wrought wood industry in the district of Quebec.

—
IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

—
THAT the decree number 337 of March 11, 1948, relating to the wrought wood industry in the district of Quebec, be extended until July 1, 1949.

—
(Document "D" annexed to the Order)

A. MORISSET,

24625-o

Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

—
Numéro 361

—
Québec, le 31 mars 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

—
Section "B"

—
CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie du gant fin dans la province de Québec.

—
IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

—
QUE le décret numéro 246 du 26 février 1948, relatif à l'industrie du gant fin dans la province de Québec, soit prolongé jusqu'au 31 mai 1949.

—
(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

24626-o

Greffier du Conseil Exécutif.

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

—
Number 361

—
Quebec, March 31, 1949.

Present: The Lieutenant Governor in Council

—
Part "B"

—
CONCERNING an extension of the decree relating to the fine glove industry in the Province of Quebec.

—
IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour;

—
THAT the decree number 246 of February 26, 1948, relating to the fine glove industry in the Province of Quebec, be extended until May 31, 1949.

—
(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,

24626-o

Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

—
Numéro 360

—
Québec, le 31 mars 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

—
Section "E"

—
CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie des gants de travail.

—
IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

—
QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie des gants de travail, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 444 du 1er avril 1948 (section "D"), sub-séquentement prolongé jusqu'au 31 mars 1949, soit de nouveau prolongé jusqu'au 31 décembre 1949, aux mêmes taux et conditions.

A. MORISSET,

24663-o

Greffier du Conseil Exécutif.

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

—
Number 360

—
Quebec, March 31, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

—
Part "E"

—
CONCERNING an extension of the right to levy of the Joint Committee of the Working Glove Industry.

—
IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

—
THAT the right of levy of the Joint Committee of the Working Glove Industry, authorized by a by-law approved by Order in Council number 444 of April 1, 1948 (part "D"), subsequently extended until March 31, 1949, be further extended until December 31, 1949, with the same rate and conditions.

A. MORISSET,

24663-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 360

Québec, le 31 mars 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "B"

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie des gants fins.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie des gants fins, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 444 du 1er avril 1948 (section "C"), soit prolongé de deux (2) mois à compter du 31 mars 1949, aux mêmes taux et conditions.

A. MORISSET,

24662-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

Numéro 362

Québec, le 31 mars 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et L'Assomption.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers du bâtiment dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption, rendue obligatoire par le décret numéro 1407, du 3 avril 1940, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 26 février 1949;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1407, soit modifié de la façon suivante:

L'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Taux de salaires*: Les taux de salaires minima suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-après mentionnés.

Métiers:	Salaire horaire Zones	
	I	II
Ajusteur de gicleur	\$1.05	\$1.05
Briqueteur (compagnon)	1.05	1.05
Poseur de blocs et terra-cotta et tireur de joint	1.05	1.05
Apprenti 1ère année	0.65	0.65
2ème année	0.75	0.75
3ème année	0.85	0.85
Brasseur de mortier	0.85	0.80

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 360

Quebec, March 31, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "B"

CONCERNING an extension of the right to levy of the Joint Committee of the Fine Glove Industry.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the right to levy of the Joint Committee of the Fine Glove Industry, authorized by a by-law approved by Order in Council number 444 of April 1, 1948 (part "C"), be further extended for two (2) months from March 31, 1949, with the same rate and conditions.

A. MORISSET,

24662-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 362

Quebec, March 31, 1949.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the building trades in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and L'Assomption.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the building trades in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and L'Assomption, rendered obligatory by the decree number 1407 of April 3, 1940, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree and its amendments;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 26, 1949;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 1407, be amended as follows:

Section III is replaced by the following:

"III. *Rates of wages*: The following minimum rates of wages shall be paid for each one of the trades hereafter mentioned:

Trades:	Hourly rates Zones	
	I	II
Sprinkler fitter	\$1.05	\$0.05
Bricklayer (journeyman)	1.05	1.05
Block and Terra-cotta layer and joint pointer	1.05	1.05
Apprentice, 1st year.	0.65	0.65
2nd year.	0.75	0.75
3rd year.	0.85	0.85
Mortar mixer	0.85	0.80

Brasseur de célanite	0.85	0.80	Celanite mixer.	0.85	0.80
Charpentier et menuisier (compagnon)	1.05	0.95	Carpenter and joiner (journeyman)	1.05	0.95
Apprenti 1ère année	0.55	0.50	Apprentice, 1st year	0.55	0.50
2ème année	0.60	0.55	2nd year	0.60	0.55
3ème année	0.70	0.65	3rd year	0.70	0.65
4ème année	0.80	0.75	4th year	0.80	0.75
Calfat	0.85	0.80	Caulker	0.85	0.80
Couvreur d'amiante autre que les mécaniciens en isolement en tuyauterie	1.05	0.95	Asbestos coverer other than pipe insulation mechanics	1.05	0.95
Couvreur-ardoise, tuile	1.05	0.95	Roofer — slate, tile	1.05	0.95
Couvreur-composition, gravier, sable, asphalte	1.05	0.95	Roofer — composition, gravel, sand, asphalt	1.05	0.95
Chauffeur de camion	0.85	0.75	Truck driver	0.85	0.75
Charretier	0.80	0.75	Carter	0.80	0.75
Chauffeur (construction)	0.95	0.90	Fireman (construction)	0.95	0.90
Conducteur de monte-charge	0.80	0.80	Freight elevator operator	0.80	0.80
Conducteur de tracteur	1.00	1.00	Tractor operator	1.00	1.00
Conducteur de rouleau compresseur (vapeur ou essence)	0.95	0.95	Roller operator (steam or gasoline)	0.95	0.95
Conducteur de "Bull-dozer"	0.95	0.95	Bulldozer operator	0.95	0.95
Conducteur de niveleuse	0.95	0.95	Grader operator	0.95	0.95
Électricien (compagnon)	1.10	1.05	Electricien (journeyman)	1.10	1.05
Apprenti 1ère année	0.55	0.50	Apprentice, 1st year	0.55	0.50
2ème année	0.60	0.55	2nd year	0.60	0.55
3ème année	0.70	0.60	3rd year	0.70	0.60
4ème année	0.80	0.75	4th year	0.80	0.75
Ferblantier, couvreur (compagnon) ouvrier-tôlier, boutique ou chantier	1.05	1.00	Tinsmith, roofer (journeyman), sheet-metal worker shop or job	1.05	1.00
Apprenti 1ère année	0.50	0.45	Apprentice, 1st year	0.50	0.45
2ème année	0.60	0.50	2nd year	0.60	0.50
3ème année	0.70	0.65	3rd year	0.70	0.65
Finisseur de ciment	1.00	0.95	Cement finisher	1.00	0.95
Finisseur de planchers en mastic	1.00	0.95	Mastic floor finisher	1.00	0.95
Foreur et poudrier	1.00	0.95	Drill operator and powder man	1.00	0.95
Forgeron sur chantier	1.00	0.95	Blacksmith on job	1.00	0.95
Journalier (ouvrier non qualifié)	0.75	0.70	Labourer (common worker)	0.75	0.70
Homme de chaudière * (boiler man)	0.75	0.70	Boiler man	0.75	0.70
Gratteur polisseur et sableur de plancher	1.05	0.95	Floor scraping, polishing and sanding employees	1.05	0.95
Gréeur (à la main ou à la machine)	1.05	0.95	Rigger (hand or machine)	1.05	0.95
Limeur de scie	1.05	1.00	Saw filer	1.05	1.00
Lettreur pour fins commerciales	1.15	1.15	Commercial letterer	1.15	1.15
Apprenti 1ère année	0.60	0.60	Apprentice, 1st year	0.60	0.60
2ème année	0.65	0.65	2nd year	0.65	0.65
3ème année	0.80	0.80	3rd year	0.80	0.80
4ème année	0.90	0.90	4th year	0.90	0.90
Manœuvre, porteur de brique, bloc, mortier terra-cotta, que ce soit à l'oiseau ou à la brouette, ou à la chaudière	0.85	0.80	Labourer, brick, block, mortar and terra-cotta carrier with hod, wheelbarrow or pail	0.85	0.80
Machiniste (millwright)	1.05	0.95	Millwright	1.05	0.95
Mécanicien en isolation de tuyauterie	1.05	0.95	Pipe insulation mechanic	1.05	0.95
Mécanicien de machine fixe ou mobile	0.85	0.80	Stationary or portable engine man	0.85	0.80
Machiniste	0.85	0.80	Machinist	0.85	0.80
Peintre doreur	1.05	0.95	Painter-gilder	1.05	0.95
Peintre, aspergeur, décorateur, vitrier, poseur de papier-tecture et vernisseur de plancher (compagnon)	0.90	0.80	Painter, sprayman, decorator, glazier, paper hanger, floor varnisher (journeyman)	0.90	0.80
Apprenti 1ère année	0.55	0.50	Apprentice, 1st year	0.55	0.50
2ème année	0.60	0.55	2nd year	0.60	0.55
3ème année	0.65	0.60	3rd year	0.65	0.60
4ème année	0.75	0.70	4th year	0.75	0.70
Plâtrier (compagnon)	1.05	1.05	Plasterer (journeyman)	1.05	1.05
Apprenti 1ère année	0.60	0.60	Apprentice, 1st year	0.60	0.60
2ème année	0.70	0.70	2nd year	0.70	0.70
3ème année	0.80	0.80	3rd year	0.80	0.80
Planteur de pieux (bois ou béton)	1.00	0.90	Pier driver operator (wood or concrete)	1.00	0.90
Plombier, poseur d'appareil de chauffage, mécanicien en tuyau			Plumber, steamfitter, pipe me-		

terie, poseur de brûleur à l'huile, (compagnon)	1.05	1.00	chanic, oil burner mechanic, (journeyman.)	1.05	1.00
Apprenti, 1ère année	0.50	0.45	Apprentice, 1st year.	0.50	0.45
2ème année	0.60	0.50	2nd year.	0.60	0.50
3ème année	0.70	0.60	3rd year	0.70	0.60
Préposé aux compresseurs.	0.95	0.90	Compressor operator	0.95	0.90
Poseur de lattes en métal ou de composition.	1.00	1.00	Lather, metal or composition.	1.00	1.00
Poseur de lattes en bois.	0.90	0.85	Lather, wood.	0.90	0.85
Préposé aux malaxeurs à vapeur ou à gazoline.	0.95	0.85	Steam or gasoline mixer operator	0.95	0.85
Préposé aux malaxeurs à l'électricité ou au petit malaxeur à gazoline.	0.85	0.75	Electric or small gasoline mixer operator	0.85	0.75
Préposé aux bouilloires (travail de plancher seulement)	0.85	0.75	Boiler man (flooring only).	0.85	0.75
Préposé aux machines à polir le terrazzo (machine sec).	0.95	0.85	Terrazzo polishing machine operator (dry).	0.95	0.85
Préposé aux machines à polir le terrazzo (machine à l'eau).	0.95	0.85	Terrazzo polishing machine operator (wet).	0.95	0.85
Préposé aux grues.	0.95	0.85	Crane operator	0.95	0.85
Préposé aux pelles mécaniques.	1.10	1.00	Power shovel operator.	1.10	1.00
Poseur d'acier d'armature.	1.00	1.00	Reinforcing steel erector	1.00	1.00
Poseur de liège (isolation).	1.05	0.95	Cork setter (insulation).	1.05	0.95
Poseur de planchers en mastic.	1.05	0.95	Mastic floor layer.	1.05	0.95
Poseur de tuile, asphalte et terrazzo.	1.05	0.95	Tile, asphalt and terrazzo layer.	1.05	0.95
Poseur de marbre.	1.05	0.95	Marble layer	1.05	0.95
Soudeur en tuyauterie (acétylène ou électricité)	1.05	0.95	Pipe welder (acetylene or electricity)	1.05	0.95
Surveillant employé également comme chauffeur et devant posséder un certificat de la 4ème classe (sans limite de la durée journalière de travail; maximum hebdomadaire, 72 heures.	0.83	0.73	Watchman employed also as fireman and required to hold a 4th class certificate (without daily limitation of duration of work), weekly maximum: 72 hours.. . . .	0.83	0.73
Gardien sur le chantier, nuit et jour, sans limite de la durée quotidienne de travail, maximum hebdomadaire, 72 heures.	0.55	0.55	Watchman on the job, night and day (without daily limitation of duration of work), weekly maximum: 72 hours.	0.55	0.55
Chauffeur de bouilloire devant posséder un certificat de 4ème classe.	0.83	0.73	Boiler fireman required to hold a 4th class certificate.	0.83	0.73
Porteur d'eau	0.65	0.55	Water carrier.	0.65	0.55
Ratisseur d'asphalte.	0.75	0.65	Asphalt raker	0.75	0.65
Pilonneur, lisseur et épandeur d'asphalte.	0.75	0.65	Men committed to the ramming, smoothing and spreading of asphalt	0.75	0.65
Préposé à la canalisation, mateur et soudeur	0.75	0.65	Men committed to the piping, caulking and welding.	0.75	0.65

Les contremaîtres préposés à la surveillance d'une équipe d'hommes doivent être rémunérés au taux de \$0.10 par heure de plus que le salaire établi pour le métier quand il y a trois hommes ou plus."

(Document "A" annexé à l'arrêté).

A. MORISSET,

24645-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 357

Québec, le 31 mars 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT l'application des règlements provinciaux de plomberie sanitaire.

ATTENDU que d'accord avec l'article 29 de la Loi concernant les Mécaniciens en Tuyauterie, Chapitre 173, S.R., 1941 et amendements, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil a promulgué des règlements pour établir dans les municipa-

Foremen in charge of a group of three or more men shall be paid \$0.10 more per hour than the rate established for the trade concerned."

(Document "A" annexed to the Order).

A. MORISSET,

24645-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 357

Quebec, March 31, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the enforcement of the provincial sanitary plumbing by-laws.

WHEREAS, pursuant to section 29 of the Pipe Mechanics Act, chapter 173, R.S. 1941, and amendments, the Lieutenant-Governor in Council has promulgated by-laws to establish in municipalities of the Province with a population

lités de la Province dont la population excède 5,000 âmes, les règles que tout entrepreneur, compagnon ou apprenti doit suivre pour l'exécution de travaux de plomberie, arrêté N° 208, du 30 janvier 1947, relatif au Code de Plomberie de la province de Québec;

ATTENDU que la municipalité de Ville Montréal-Nord avait été exemptée desdits règlements par l'arrêté N° 816, du 22 mai 1947, du fait qu'elle estimait, à l'époque, ses propres règlements de plomberie satisfaisants;

ATTENDU que par résolution adoptée le 15 mars 1949, le Conseil municipal de la Ville de Montréal-Nord a prié l'honorable Ministre du Travail de radier la ville de Montréal-Nord de la liste des municipalités exemptées desdits règlements provinciaux;

EN CONSÉQUENCE, IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE la ville de Montréal-Nord soit radiée de la liste des municipalités exemptées par ledit arrêté N° 816 et qu'elle soit, à compter de ce jour, assujettie, conformément à son vœu, à l'arrêté N° 208, du 30 janvier 1947, promulguant le Code de Plomberie de la province de Québec.

A. MORISSET,

24661-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTE EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 362

Québec, le 31 mars 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif à l'Industrie de la boulangerie dans la région de Québec.

ATTENDU QUE le décret numéro 659 du 13 mai 1948, relatif à l'Industrie de la boulangerie dans les cités de Québec et de Lévis, la ville de Québec-ouest et les comtés de Québec, Québec-ouest, Lévis, Beauce, Montmagny, Portneuf et Montmorency, excepté l'Île d'Orléans, doit demeurer en vigueur jusqu'au 31 mars 1949 et qu'il comporte une clause de renouvellement automatique;

ATTENDU QUE l'Association des boulangers de Québec Inc., partie contractante de première part à la convention collective de travail ayant donné naissance audit décret, a avisé le ministère du Travail qu'elle s'objecte au renouvellement de ce décret et qu'elle demande son abrogation pure et simple;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 659, du 13 mai 1948 soit annulé et abrogé, à toutes fins que de droit, à compter du 1er avril 1949.

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

24647-o Greffier du Conseil Exécutif.

Assemblée

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la

exceeding 5,000 souls the rules by which every contractor, journeyman or apprentice is to abide in the carrying out of plumbing operations, Order number 208 of January 30, 1947, relating to the Plumbing Code of the Province of Quebec;

WHEREAS the municipality of the town of Montreal-North had been exempted from the said by-laws by Order number 816 of May 22, 1947, because it deemed, at the time, its own plumbing by-laws to be satisfactory;

WHEREAS, by resolution adopted March 15, 1949, the Municipal Council of the town of Montreal-North has begged the Honourable Minister of Labour to strike Ville Montreal-North off the list of municipalities exempt from the said provincial by-laws;

THEREFORE, IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the town of Montreal-North be stricken off the list of municipalities exempted by the said Order number 816 and that it be, from this day, pursuant to its wish, subject to Order number 208 of January 30, 1947, promulgating the Plumbing Code of the Province of Quebec.

A. MORISSET,

24661-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 362

Quebec, March 31, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING the repeal of the decree relating to the baking industry in the district of Quebec.

WHEREAS the decree number 659 of May 13, 1948, relating to the baking industry in the cities of Quebec and Lévis, the town of Quebec-West and the counties of Quebec, Quebec-West, Lévis, Beauce, Montmagny, Portneuf and Montmorency, excepting the Island of Orleans, is to remain in force until March 31, 1949, and contains an automatic renewal clause;

WHEREAS "L'Association des Boulangers de Québec Inc.", contracting party of the first part to the collective labour agreement rendered obligatory by the said decree, has notified the Department of Labour that it objects to the renewal of the decree and that it requests its complete abrogation;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 659 of May 13, 1948, be annulled and repealed for all purposes of the law from April 1, 1949.

(Document "C" annexed to the Order)

A. MORISSET,

24647-o Clerk of the Executive Council.

Meeting

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

NOTICE

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the Shareholders of "Quebec Central

compagnie "Quebec Central Railway Company" sera tenue aux bureaux de la compagnie Canadian Pacific Railway Company, Montréal, Canada, mercredi le 20 avril 1949, à onze heures du matin, pour l'élection de deux directeurs représentant les obligataires et, en général, pour la transaction de toute autre affaire.

Les actionnaires enregistrés le 1er mars 1949 peuvent assister et voter à l'assemblée.

Daté à Montréal, Canada, le 1er mars 1949.

24531-12-3

Le Secrétaire,
C. NIDEROST, C.R.

Railway Company" will be held at the Offices of the Canadian Pacific Railway Company, Montreal, Canada, on Wednesday, the 20th day of April, 1949, at the hour of eleven o'clock in the forenoon, for the election of two Directors representing the Security Holders and, for the transaction of business generally.

Stockholders of record on the 1st day of March, 1949, may attend and vote.

Dated at Montreal, Canada, this 1st day of March, 1949.

24531-12-3-o

C. NIDEROST, K.C.,
Secretary.

Avis divers

"LES IMMEUBLES FERLAND INC."

Règlement N° 1-C

(Augmentant le nombre des directeurs de quatre à cinq.)

"Le règlement N° 1 (règlements généraux) section trois (3), intitulé Directeurs, amendé par le règlement N° 1-B est de nouveau amendé en remplaçant à la première ligne de la dite section le mot "quatre" par le mot "cinq".

Copie conforme.

L'Assistant-secrétaire,
24605-o JACQUES GALIPEAULT,

"P. FERLAND INC."

Règlement N° 1-C

(Augmentant le nombre des directeurs de quatre à cinq.)

"Le Règlement N° 1 (règlements généraux) section trois (3), intitulé Directeurs, amendé par le règlement N° 1-B est de nouveau amendé en remplaçant à la première ligne de la dite section le mot "quatre" par le mot "cinq".

Copie conforme.

Assistant-secrétaire,
24606-q JACQUES GALIPEAULT.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "L'Accueil Coopératif", en date du 5 mars 1949, dont le siège social est situé à la Société Coopérative Agricole du Canton de Granby, Granby, comté de Shefford, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 25 mars 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24607-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins du Séminaire de St-Hyacinthe", en date du 20 février 1949, dont le siège social est situé à Saint-Hyacinthe, comté de Saint-Hyacinthe, et que ce document a été déposé dans les archives de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 10 mars 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24609-o JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

"LES IMMEUBLES FERLAND INC."

By-Law No. 1-C

(Increasing the number of directors from four to five)

"By-law No. 1 (general by-laws) section three (3), entitled Directors, amended by By-law No. 1-B is further amended by replacing in the first line of said section the word "four" by the word "five".

True copy.

JACQUES GALIPEAULT,
24605 Assistant-Secretary.

"P. FERLAND INC."

By-law No. 1-C

(Increasing the number of Directors from four to five)

"By-law No. 1 (General By-laws), section three (3) entitled Directors, amended by By-law No. 1-B, is further amended by replacing, in the first line of said section, the word "four" by the word "five".

True copy.

JACQUES GALIPEAULT,
24606 Assistant Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "L'Accueil Coopératif" under date the fifth day of March, 1949, whereof the head office is at "la Société Coopérative Agricole du canton de Granby, Granby, county of Shefford, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of March, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24607 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins du Séminaire de St-Hyacinthe" under date the twentieth day of February, 1949, whereof the head office is at Saint-Hyacinthe, county of Saint-Hyacinthe, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of March, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24609 Under Secretary of the Province.

Avis est, par les présentes, donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le texte de la résolution du syndicat coopératif à responsabilité limitée "Century Credit Union (Lachine) Syndicate", une association régie en vertu de l'autorité de la Loi des syndicats coopératifs de Québec, ayant son siège social à Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, changeant le nom de ladite association en celui de "Century Credit Union (Lachine) Limited", telle qu'adoptée à une assemblée spéciale convoquée à cette fin et tenue à l'Hôtel de ville de Lachine le 8 février 1949, conformément aux dispositions de l'article 4 de ladite Loi, et que ledit document a été déposé aux archives du bureau du Secrétaire de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le dix-neuf février 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24608 JEAN BRUCHÉSI,

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the text of the resolution of the cooperative syndicate with limited liability "Century Credit Union (Lachine) Syndicate", an association governed by the Cooperative Syndicates Act of Quebec having its head office at Lachine, in the County of Jacques Cartier, changing the name of the said association into that of "Century Credit Union (Lachine) Limited", as adopted at a special meeting called for the purpose and held in the City Hall of Lachine on February 8th, 1949, pursuant to the provisions of section 4 of the said Act, and that the said document has been filed in the archives of the Office of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of February, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24608-o Under-Secretary of the Province.

LITTLE QUEEN DRESS COMPANY LIMITED

Extrait des minutes d'une assemblée du bureau de direction de la compagnie "Little Queen Dress Company Limited" tenue aux bureaux de la compagnie, Montréal, le 3 février 1949, à 11 heures a.m.

Sur proposition de Dame Sarah Walfish adoptée à l'unanimité, le règlement suivant a été passé:

"Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de trois à six directeurs."

Copie conforme certifiée.

Le Président,
SARAH WALFISH.
Le Secrétaire,
24612 GOLDYE FEINGOLD.

LITTLE QUEEN DRESS COMPANY LIMITED

Extract of minutes of a meeting of the Board of Directors of "Little Queen Dress Company Limited", held at the offices of the company, Montreal, on the 3rd day of February, 1949, at 11.00 a.m.

Upon motion by De. Sarah Walfish, unanimously carried, the following By-Law was passed:

"That the number of Directors of the Company be increased from three to six Directors."

Certified a true copy.

SARAH WALFISH,
President.
24612-o GOLDYE FEINGOLD,
Secretary.

LA COMPAGNIE M. E. BINZ, LIMITED
M. E. BINZ COMPANY, LIMITED

Règlement N° 16

"Que le siège social de la compagnie soit transporté de la cité de Montmagny à la cité de Montréal."

Copie conforme certifiée.

(Sceau)

M. E. BINZ COMPANY, LIMITED,
Par le Secrétaire,
24613 M. BINZ.

LA COMPAGNIE M. E. BINZ, LIMITEE
M. E. BINZ COMPANY, LIMITED

By-Law No. 16

"That the Head Office of the Company be changed from the City of Montmagny to the City of Montreal."

Certified a true copy.

(Seal)

M. E. BINZ COMPANY, LIMITED,
Per M. BINZ.
24613-o Secretary.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 19 février 1949, le Règlement N° 1 de "La Société Historique de Québec", tel qu'adopté et modifié à l'assemblée tenue le 25 janvier 1949, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec, (S.R.Q. 1941, chapitre 276), telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 21 février 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24614-o JEAN BRUCHÉSI,

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary approved, on February 19, 1949, By-law N° 1 of "La Société Historique de Québec", as adopted and amended at the meeting held on the 25th of January, 1949, and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act, (R. S. Q., 1941, chapter 276), as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of February, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24614 Under Secretary of the Province.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 24 mars 1949, les amendements apportés aux règlements du "Club Richelieu Montréal Incorporé", tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 17

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on March 24, 1949, approved the amendments made to the by-laws of the "Club Richelieu Montréal Incorporé", as adopted at the general meeting held on the 17th

février 1949, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec, S.R.Q., 1941, chapitre 276, telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 25 mars 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24615-o JEAN BRUCHÉSI,

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Canbro Coopérative de Crédit Division 39", en date du 17 février 1949, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 23 mars 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24617-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Waterloo", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 21 mars 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Waterloo, comté de Shefford.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24618-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de St-Ignace-de-Stanbridge", en date du 4 mars 1949, dont le siège social est situé à St-Ignace-de-Stanbridge, comté de Missisquoi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 22 mars 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24620-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Coopérative d'Habitation de Kénogami", en date du six mars 1949, dont le siège social est situé à Kénogami, comté de Chicoutimi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 17 mars 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24629-o JEAN BRUCHÉSI,

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 4 avril 1949, les règlements de "Le Jeune Commerce du district de Québec "Junior Commerce of

of February, 1949, and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, as amended by 10, George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of March, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24615 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Canbro Coopérative de Crédit Division 39", under date the seventeenth day of February, 1949, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of March, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24617 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Waterloo", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on March 21, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Waterloo, county of Shefford.

JEAN BRUCHÉSI,
24618 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de St-Ignace-de-Stanbridge" under date the fourth day of March, 1949, whereof the head office is at St-Ignace de Stanbridge, county of Missisquoi, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-second of March, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24620 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Coopérative d'Habitation de Kénogami" under date the sixth day of March, 1949, whereof the head office is at Kénogami, county of Chicoutimi, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17 day of March, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24629 Under Secretary of the Province.

Notice is given that upon recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on the 4th of April, 1949, approved the By-laws of "Le Jeune Commerce du district de Québec — Junior Commerce

Quebec District", comprenant les articles 1 à 13 inclusivement, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec, (S.R.Q. 1941, chapitre 276), telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 6 avril 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24637-o JEAN BRUCHÉSI.

of Quebec District", including articles 1 to 13 inclusively, and such in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276) as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Dated at the office of the Provincial Secretary, April 6, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24637 Under Secretary of the Province.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Chesebrough Manufacturing Company, Consolidated", une compagnie dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a, par nouvelle procuration exécutée le 16 mars 1949, nommé M. Walter V. Moroz de la cité de Montréal, son agent principal dans ladite Province en lieu et place de M. Howard E. Gillespie dont la nomination a été révoquée, et que le bureau principal de la corporation dans cette Province demeure établi au N° 5,520 avenue Chabot, dans ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 5 avril 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24638 JEAN BRUCHÉSI,

Notice is hereby given that "Chesebrough Manufacturing Company, Consolidated," a company duly licensed to carry on business in the Province of Quebec, has, by new Power of Attorney executed on March 16, 1949, appointed Mr. Walter V. Moroz of the City of Montreal, its Chief Agent in said Province in the place and stead of Mr. Howard E. Gillespie whose appointment has been revoked, and that the principal office of the corporation in this Province remains established at No. 5,520 Chabot Avenue, in the said City of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of April, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24638-o Under-Secretary of the Province.

Loi du régime des eaux courantes
Chapitre 98, S.R.Q., 1941
Formule I

1. (Article 8)

Avis de la demande des plans et devis.

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que M. Adrien Meilleur, industriel, demeurant dans le territoire de la Municipalité de la partie est du canton de Campbell, dans le comté de Labelle, se propose de demander l'autorisation de faire faire une digue ou barrage pour remplacer l'ancienne digue ou barrage sur le cours d'eau (rivière Kiamika) qui borde les lots de terre primitivement désignés sous les numéros, onze, douze et treize du rang J du canton de Campbell, lots maintenant connus et désignés sous les numéros onze-a, onze-b, onze-c, onze-d, douze, treize-a et treize-b, du rang J du canton de Campbell suivant les plan et livre de renvoi officiels dudit canton.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Labelle à Mont-Laurier, comté de Labelle.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la Gazette officielle de Québec.

Donné et signé dans la Municipalité de la partie est du canton de Campbell, comté de Labelle, ce 30 mars 1949.

24622-14-4-o ADRIEN MEILLEUR.

Water-Course Act,
Chapter 98, R.S.Q. 1941
Form I

1. (Section 8)

Application and Notice of Deposit of Plans and Specifications

Public notice is hereby given in accordance with section 8 of the Water-Course Act, that Mr. Adrien Meilleur, mill-owner, living in the territory of the Municipality of the Eastern part of the Township of Campbell, in the County of Labelle, intends to apply for authorisation to have constructed a dam or dike to take place of the old dam or dike on the water-course (Kiamika River) which borders upon the lots primitively known as lots numbers eleven, twelve, and thirteen of the Range letter J of the Township of Campbell and now, according to Official Plan and Book of Reference of said Township known and designated as lots numbers Eleven-a, Eleven-b, Eleven-c, Eleven-d, Twelve, Thirteen-a and Thirteen-b of the Range Letter "J" of the said township of Campbell.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, showing the site chosen for the construction hereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry Office of the Division of Labelle at Mont-Laurier, County of Labelle.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

Signed in the Municipality of the Eastern part of the township of Campbell, county of Labelle, this 30th day of March, 1949.

24622-14-4-o ADRIEN MEILLEUR.

MIZPAH INC.

Avis est, par les présentes, donné que le règlement spécial "X" a été décrété par les directeurs de la compagnie "Mizpah Inc.", le 4 avril 1949, en vertu des dispositions de l'article 90 de la Loi des compagnies de Québec, pourvoyant à la distribution de l'actif de la compagnie entre ses actionnaires.

Montréal, le 5 avril 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
HELEN HAGUE.
24639

MIZPAH INC.

Notice is hereby given that Special By-law "X" was enacted by the Directors of "Mizpah Inc.", on April 4th, 1949, under the provisions of Section 90 of the Quebec Companies' Act, providing for the distribution of the assets of the Company among its Shareholders.

Montreal, April 5th, 1949.

HELEN HAGUE,
Secretary-Treasurer.
24639-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Notre-Dame de Lourdes", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 6 avril 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Notre-Dame de Lourdes, comté de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.
24656-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Notre-Dame de Lourdes", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on April 6, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Notre-Dame de Lourdes, county of Joliette.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.
24656

Avis est, par les présentes, donné que, sur recommandation de l'Assistant-procureur général, les règlements de "Rosemount Boys' Club Inc.", comprenant les articles I à XII inclusive, ont été approuvés par l'honorable Secrétaire de la Province le 6 avril 1949, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276), telles que modifiées par la Loi 10, George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 7 avril 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.
24657

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-laws of "Rosemount Boys' Club Inc.", comprising articles I to XII inclusive, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on April 6th, 1949, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276), as amended by the Act 10, George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 7th day of April, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.
24657-o

Chartes — Abandon de

WHITEHALL ESTATES LIMITED

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Whitehall Estates Limited" donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Secrétaire de la Province pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Daté à Montréal, le premier avril 1949.

Le Secrétaire,
JOHN FABES.
24623

AVIS

CAP ST-JACQUES LTÉE

Avis est donné, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, que "Cap St-Jacques Ltée" s'adressera à l'Honorable Procureur Général, pour qu'il accepte l'abandon de sa charte, à une date qu'il fixera.

CAP ST-JACQUES LTÉE,
Les Procureurs de la Compagnie,
24630-o MONETTE, FILION, MEIGHEN & GOURD.

Charters — Surrender of

WHITEHALL ESTATES LIMITED

Under the provisions of the Quebec Companies Act, "Whitehall Estates Limited" hereby gives notice that it will make application to the Provincial Secretary, for acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation, on and from a date to be fixed by him.

Dated at Montreal, this First day of April, 1949.

JOHN FABES,
Secretary.
24623-o

NOTICE

CAP ST-JACQUES LTÉE

Notice is hereby given, according to the provisions of the Quebec Companies' Act, that "Cap St-Jacques Ltée" will make application to the Attorney General for acceptance of the surrender of its charter, at a date to be fixed.

CAP ST-JACQUES LTÉE,
MONETTE, FILION, MEIGHEN & GOURD,
Attorneys for the Company.
24630-o

Canada, province de Québec, district de St-François

Canada, Province of Quebec, District of St. Francis

ABANDON DE CHARTE

Avis est par les présentes donné que "Juvenile Shoe Limited", corporation constituée par Lettres Patentes de la province de Québec, en date du 19 mars, 1948, demandera au Lieutenant-gouverneur la permission d'abandonner sa charte conformément à l'article 26 de la Loi des Compagnies de Québec.

Richmond, le 31 mars, 1949.
"Juvenile Shoe Limited", Rue Main.
par Le Secrétaire,
24610-o ROUVILLE DIONNE.

SURRENDER OF CHARTER

Notice is hereby given that "Juvenile Shoe Limited", a body incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, dated March 19th, 1948, will apply to the Lieutenant-Governor for leave to surrender its charter pursuant to article 26 of the Quebec Companies' Act.

Richmond, March 31st, 1949.
"Juvenile Shoe Limited", Main Street.
by ROUVILLE DIONNE,
24610-o Secretary.

AVIS DE DEMANDE D'ABANDON DE CHARTE

NOTICE OF APPLICATION FOR SURRENDER OF CHARTER

Avis est par les présentes donné que "J. L. Ledoux & Fils Limitée" — "J. L. Ledoux & Son Limited", corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de la Province de Québec, le 3 février 1935, et ayant son siège social à Montréal, au N° 66 Marché Bonsecours, s'adressera au Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, en Conseil pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de et après la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 31ième jour de mars 1949.
Le Procureur des requérants,
24631-o LÉONARD TRÉPANIER,
10 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Notice is hereby given that "J. L. Ledoux & Fils Limitée" — "J. L. Ledoux & Son Limited", incorporated under Part I of the Province of Quebec Companies Act, on February, 3rd., 1935 and having its head office at Montreal, at No. 66 Bonsecours Market, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, in Council, for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he may be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 31st day of March, 1949.
LÉONARD TRÉPANIER,
24631 Attorney for the Petitioners,
10 St. James Street West, Montreal.

AVIS

MIZPAH INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Mizpah Inc." s'adressera au Procureur général, en vertu des dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte à partir d'une date qui sera fixée par le Procureur général.

Montréal, le 5 avril 1949.
Le Secrétaire-trésorier,
24640 HELEN HAGUE.

NOTICE

MIZPAH INC.

"Mizpah Inc." hereby gives notice that it will make application to the Attorney General under the Provisions of Section 26 of the Quebec Companies' Act, for the acceptance of the surrender of its charter on and from a date to be fixed by the Attorney General.

Montreal, April 5th, 1949.
HELEN HAGUE,
24640-o Secretary-Treasurer.

Département de l'Agriculture

Department of Agriculture

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la municipalité du canton de Bourget, le cercle agricole de la mission de St-Ambroise, le cercle agricole de la paroisse St-Dominique de Jonquière, le cercle agricole de la paroisse de St-Vianney de Shipshaw, le cercle agricole de la paroisse de St-Léon de Labrecque, le cercle agricole de la paroisse de St-Nazaire, le cercle agricole de la mission de Ste-Rose de Lima et le cercle agricole de la municipalité du canton Tremblay, tous 8 dans le comté de Chicoutimi, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément à l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 31 mars 1949.
Le Sous-ministre de l'Agriculture,
24603-o JULES SIMARD.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the municipality of the township of Bourget, the Farmers' Club of the Mission of St-Ambroise, the Farmers' Club of the parish of St-Dominique de Jonquière, the Farmers' Club of the parish of St-Jean Vianney de Shipshaw, the Farmers' Club of the parish of St-Léon de Labrecque, the Farmers' Club of the parish of St-Nazaire, the Farmers' Club of the mission of Ste-Rose de Lima and the Farmers' Club of the municipality of township Tremblay, all eight in the county of Chicoutimi, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q., 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved, pursuant to section 44 of the said Act.

Quebec, March 31, 1949.
JULES SIMARD,
24603 Deputy Minister of Agriculture.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse de l'Ascension-de-Notre-Seigneur, le cercle agricole de la paroisse St-Gédéon et le cercle agricole de la paroisse de St-Henri-de-Taillon, tous trois dans le comté de Lac St-Jean, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément à l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 31 mars 1949.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
24602-o JULES SIMARD.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the parish of L'Ascension de Notre-Seigneur, the Farmers' Club of the parish of St-Gédéon, and the Farmers' Club of the parish of St-Henri-de-Taillon, all three in the county of Lake St. John, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chap. 118) the Minister of Agriculture declares them dissolved, pursuant to section 44 of the said Act.

Quebec, March 31, 1949.

JULES SIMARD,
24602 Deputy Minister of Agriculture.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la municipalité du canton Clarendon et le cercle agricole de la municipalité du canton de Grand Calumet, tous deux dans le comté de Pontiac, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément à l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 31 mars 1949.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
24604-o JULES SIMARD.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the municipality of the township Clarendon and the Farmers' Club of the municipality of the township of Grand Calumet, both in the county of Pontiac, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q., 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved, pursuant to section 44 of the said Act.

Quebec, March 31, 1949.

JULES SIMARD,
24604 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Agriculture Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 49-Sp-II

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 6 avril 1949, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Emile Nadeau, président, Joseph Hébert, Omer-E. Milot, Commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

Vu les pouvoirs que la Loi des produits laitiers donne à la susdite Commission;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIVRA :

L'ordonnance N° 48-Sp-VIII publiée dans la Gazette officielle de Québec en date du 23 octobre 1948 est abrogée.

La présente ordonnance entre en vigueur le 6 avril 1949.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans le prochain numéro de la Gazette officielle de Québec.

Signé: MM. DR ÉMILE NADEAU, président,

JOSEPH HÉBERT,

OMER-E. MILOT.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,

24648-o Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

Department of Agriculture Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 49-Sp-II

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Wednesday, April 6th, 1949, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr Emile Nadeau, President, Joseph Hébert, Omer-E. Milot, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

Considering the power given the Dairy Industry Commission of the Province of Québec by the Dairy Product Act;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

Order No. 48-Sp-VIII published in the Quebec Official Gazette of October 23rd, 1948, is revoked.

The present Order comes into force on April 6th, 1949.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the next issue of the Quebec Official Gazette.

Signed: MESSRS. DR. ÉMILE NADEAU, president,

JOSEPH HÉBERT,

OMER-E. MILOT.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,

24648-o The Secretary, Dairy Industry
Commission.

Département de l'Instruction publique

N° 998-48.

Québec, le 30 mars 1949.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Mille-Vaches, dans le comté de Saguenay, le territoire des municipalités scolaires de

Department of Education

No. 998-48

Quebec, March 30, 1949.

Application is made to annex to the school municipality of Mille-Vaches, in the county of Saguenay, the territory of the school municipa-

Pointe-à-Boisvert, Rivière-à-l'Eperlan, Sault-au-Mouton, paroisse et Sault-au-Mouton, village. Le nom de la municipalité scolaire de Mille-Vaches sera changé en celui de "Saint-Paul-du-Nord".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24581-13-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1338-47.

Québec, le 28 mars 1949.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Notre-Dame de Natashquan, dans le comté de Saguenay, le territoire du poste de Natashquan, et de changer les limites de cette municipalité de manière à ce qu'elle comprenne tout le canton de Natashquan. De plus, cette municipalité scolaire sera à l'avenir, désignée sous le nom de "Natashquan."

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24582-13-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 591-47.

Québec, le 29 mars 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-André dans le comté d'Argenteuil, les lots du cadastre officiel portant les numéros 293, 298, 299, 656, 658, 660, 663 à 668 inclusivement; 744, 745, 746, 777, 778, 785, 794 et 798 et de les annexer à la municipalité scolaire du village de Saint-André, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24583-13-2-o O. J. DESAULNIERS.

Pointe-à-Boisvert, Rivière-à-l'Eperlan, Sault-au-Mouton parish and Sault-au-Mouton village. The name of the school municipality of Mille-Vaches shall be changed to that of "Saint-Paul-du-Nord".

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 1338-47

Quebec, March 28, 1949.

Application is made to annex to the school municipality of Notre-Dame de Natashquan, in the county of Saguenay, the territory of the Natashquan post and to change the limits of this municipality so that it may comprise the whole of the township of Natashquan. Moreover, said school municipality shall, in future, be designated under the name of "Natashquan".

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 591-47

Quebec, March 29, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Saint-André, in the county of Argenteuil, the official cadastral lots bearing numbers 293, 298, 299, 656, 658, 660, 663, to 668 inclusively; 744, 745, 749, 777, 778, 785, 794 and 798 and to annex them to the school municipality of the village of Saint-André, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (R.S.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité conjoint des Métiers de la Construction du district de Hull lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 968 du 3 juin 1938, et ses amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Témiscamingue, Pontiac et Labelle. On demande QUE l'alinéa suivant soit ajouté au paragraphe 6 de l'article XV:

"Toutefois, dans la zone II, le pourcentage des apprentis sera de un apprenti par deux compagnons ou fraction de deux."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 avril 1949. 24664-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation de la modification suivante au décret numéro 1743 du 11 juillet 1941 et amendements, relatif à

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Building Trades Joint Committee, District of Hull, has submitted to him a request to amend the decree number 968 of June 3, 1938, and its amendments, relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Témiscamingue, Pontiac and Labelle. It is petitioned

THAT the following paragraphs be added to subsection 6 of section XV:

"However, in zone II, the percentage of apprentices shall be one apprentice to each two journeymen or fraction thereof."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 9, 1949. 24664-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendment to the decree number 1743 of July 11, 1941, and amendments, relating to

l'industrie de la construction dans les comtés de Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Charlevoix, Chicoutimi, Lac Saint-Jean, Roberval, Rouyn-Noranda et Saguenay.

L'alinéa suivant sera ajouté au paragraphe "b" de l'article III dudit décret:

"Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, les travaux visés par l'ordonnance numéro 39 de la Commission du salaire minimum, notamment et y compris la construction de routes, camps et autres aménagements nécessaires aux opérations forestières, tels que digues, écluses, estacades, dalles, etc., ne sont pas assujettis au présent décret."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GERARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 avril 1949.

24668-0

the construction industry in the counties of Abitibi-East, Abitibi-West, Charlevoix, Chicoutimi, Lake St. John, Roberval Rouyn-Noranda and Saguenay.

The following paragraph will be added to subsection "b" of section III of the said decree:

"Notwithstanding the provisions of the foregoing subsection, the operations regulated by Ordinance number 39 of the Minimum Wage Commission, specially and including the construction of roads, camps and other accessory operations necessary to forest operations such as dikes, dams, piers, water-leaders, etc., are not governed by the present decree."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 9, 1949.

24668-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation de la modification suivante au décret numéro 968 du 3 juin 1938 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Témiscamingue, Pontiac et Labelle.

Le paragraphe "e" suivant sera ajouté à l'article II dudit décret:

"e) Nonobstant les dispositions précédentes, les travaux visés par l'ordonnance numéro 39 de la Commission du salaire minimum, notamment et y compris la construction de routes, camps et autres aménagements nécessaires aux opérations forestières, tels que digues, écluses, estacades, dalles, etc., ne sont pas assujettis au présent décret."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 avril 1949.

24669-0

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 968 of June 3, 1938, and amendments, relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Témiscamingue, Pontiac and Labelle.

The following subsection "e" will be added to section II of the said decree:

"e) Notwithstanding the foregoing provisions, the operations regulated by Ordinance number 39 of the Minimum Wage Commission, specially and including the construction of roads, camps and other accessory operations necessary to forest operations such as dikes, dams, piers, water-leaders, etc., are not governed by the present decree."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 9, 1949.

24669-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité Paritaire de l'Industrie du Lait de Québec établi en exécution du décret numéro 1017, du 15 juin 1938, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 359, du 31 mars 1949, section "D", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette*

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Milk Industry of Québec, formed under decree number 1017, of June 15, 1938, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 359 of March 31, 1949, part "D" in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec*

officielle de Québec au premier mars 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné;

a) Tous les employeurs professionnels de l'Industrie du Lait assujettis audit décret 1017, doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires qu'ils versent à leurs employés régis par ledit décret.

b) Tous les artisans assujettis audit décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré dans leur occupation.

c) Tous les salariés de l'Industrie du Lait, régis par ledit décret numéro 1017, doivent verser au comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

L'employeur professionnel et l'artisan doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit percevoir les cotisations de ses salariés à même le salaire qu'il est tenu de leur payer et en faire remise au comité paritaire en même temps que sa propre cotisation.

Sur refus d'un employeur de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la Convention Collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et déboursés prévus du Comité Paritaire de l'industrie du lait de Québec, pour la période comprise entre le premier mars 1949 et le premier mars 1950.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU LAIT DE QUÉBEC

Recettes et déboursés probables pour la période comprise entre le premier mars 1949 et le premier mars 1950.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):

Employeurs professionnels	\$3,500.00
Salariés	3,500.00
Artisans	300.00
	\$7,200.00

Déboursés:

Loyer	\$ 360.00
Salaire du secrétaire-trésorier	2,010.00
Salaire de l'inspecteur	2,334.00
Frais d'inspection	400.00
Sténographie	724.00
Frais légaux	200.00
Vérification	60.00
Papeterie	100.00
Timbres	50.00
Frais de déplacement	600.00
Dépenses non prévues et frais généraux	362.00
	\$7,200.00

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 avril 1949.

24651-o

Official Gazette to the 1st of March 1950 and is laid in the following manner:

a) The professional employers, of the milk industry, governed by the said decree No. 1017, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages paid to their employees governed by the decree.

b) The artisans governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for an employee in the same branch of the trade.

c) The employees of the milk industry, governed by the said decree, No. 1017, shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages.

2. Mode of collection

The professional employer and the artisan shall send their assessments every month to the Parity Committee.

The professional employer shall collect the assessments of his employees from the wages paid to them and remit same to the Parity Committee together with his own assessments.

Should an employer refuse to pay or to give the necessary information, he will be given 5 days notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report of its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Milk Industry of Quebec, for the period between March 1, 1949, and March 1, 1950.

PARITY COMMITTEE OF THE MILK INDUSTRY OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 1, 1949, and March 1, 1950.

Probable Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional employers	\$3,500.00
Employees	3,500.00
Artisans	200.00
	\$7,200.00

Probable Expenses:

Rent	\$ 360.00
Salary of Secretary-Treasurer	2,010.00
Salary of the Inspector	2,334.00
Inspection expenses	400.00
Stenographer	724.00
Legal fees	200.00
Audition	60.00
Stationery	100.00
Stamps	50.00
Travelling expenses	600.00
Unforeseen and general expenses. . .	362.00
	\$7,200.00

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 9, 1949.

24651-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie de la construction du district des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 1519, du 18 septembre 1947, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 359 du 31 mars 1949, section "A", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 31 mars 1949 au 31 mars 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié compagnon le moins rémunéré dans leur métier.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les noms, prénoms et adresses de leurs salariés, les heures de travail faites, le salaire payé, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. Les employeurs professionnels doivent voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire au plus tard, le 5 du mois suivant la période pour laquelle ils sont exigibles.

Le prélèvement ci-haut mentionné est dû et échu le cinq (5) de chaque mois, pour la période couvrant le mois de calendrier précédent et doit être payé par l'employeur professionnel, l'artisan ou le salarié, suivant le cas, au Comité paritaire, à son siège social, sans mise en demeure au préalable.

L'employeur professionnel est obligé de percevoir à la fin de chaque semaine, le prélèvement imposé aux salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers et les sommes ainsi retenues par l'employeur professionnel sont payables par lui, sans mise en demeure au préalable, au Comité paritaire, à son siège social, à la même date que celle où ledit employeur professionnel doit payer au Comité paritaire son propre prélèvement, suivant le paragraphe précédent.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships District, formed under decree No. 1519, of September 18, 1947, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 359, of March 31, 1949, part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. Assessments

The period of levy extends from March 31, 1949, to March 31, 1950; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages set for the journeyman employee in their trade receiving the lowest pay.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of their percentage.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which the following shall be indicated: the names and addresses of their employees, the hours worked, the wages paid, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employers shall see to it that the reports be filled in and sent to the Parity Committee no later than the 5th day of the month following the period for which they are exigible.

The assessments above mentioned are due and payable the 5th day of each month, for the period covering the preceding calendar month and must be paid by the professional employer, the artisan or the employee, as the case may be, to the Parity Committee, at its place of business, without notice.

The professional employer must collect, at the end of each week, the assessments levied upon the employees by means of deductions from their wages and the amounts so deducted by the professional employer are payable by him, without notice, to the Parity Committee, at its place of business, on the day set for the payment of the professional employer's own assessments to the Parity Committee, pursuant to the preceding paragraph.

The report of the professional employer must be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit

financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses probables du Comité conjoint de l'industrie de la Construction du district des Cantons de l'Est, pour la période comprise entre le 31 mars 1949 et le 31 mars 1950.

LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA
CONSTRUCTION DU DISTRICT DES CANTONS
DE L'EST

État des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 31 mars 1949 et le 31 mars 1950.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$20,000.00
Salariés.	22,000.00
Artisans.	400.00
Bureau des examinateurs.	400.00
Recettes diverses.	1,000.00
	\$43,800.00

Dépenses:

Salaires:	
Inspecteurs.	\$ 7,500.00
Personnel de bureau.	9,800.00
Frais de déplacement:	
Inspecteurs et secrétaire.	4,500.00
Loyer.	840.00
Jetons de présence.	650.00
Poste et téléphone.	500.00
Frais légaux.	600.00
Vérification.	80.00
Echange.	225.00
Impression et papeterie.	650.00
Ameublement divers.	1,000.00
Frais de déplacement des délégués.	750.00
Bureau des examinateurs.	1,500.00
Assurance-chômage.	150.00
Entretien des machines.	3,000.00
Subvention à la Commission d'Apprentissage.	15,000.00
Déficit prévu à être couvert par le fonds de réserve.	2,945.00
	\$46,745.00

Le Sous-ministre du Travail,
GERARD TREMBLAY.

Ministre du Travail,
Québec, le 9 avril 1949. 24649-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton, juridiction de Québec, et District, établi en exécution du décret numéro 1133 du 1er septembre 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 359 du 31 mars 1949, section "C", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans, des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1949 au 1er avril 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships District for the period between March 31, 1949, and March 31, 1950.

THE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE
OF THE
EASTERN TOWNSHIPS DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 31, 1949 and March 31, 1950.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%),	
Professional employers.	\$20,000.00
Employees.	22,000.00
Artisans.	400.00
Board of examiners.	400.00
Various receipts.	1,000.00
	\$43,800.00

Expenses:

Salaries:	
Inspectors.	\$ 7,500.00
Office staff.	9,800.00
Travelling expenses:	
Inspectors and secretary.	4,500.00
Rent.	840.00
Meeting expenses.	650.00
Telephone and postage.	500.00
Legal charges.	600.00
Audition.	80.00
Exchange.	225.00
Printing and stationery.	650.00
Furniture.	1,000.00
Travelling expenses of delegates.	750.00
Board of examiners.	1,500.00
Unemployment insurance.	150.00
Upkeep of automobiles.	3,000.00
Subvention to Apprenticeship Commission.	15,000.00
Probable deficit, to be covered by reserve fund.	2,945.00
	\$46,745.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, April 9, 1949 24649-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Paper Box Industry, Quebec Jurisdiction, formed under decree No. 1133 of September 1, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 359 of March 31, 1949, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from April 1, 1949 to April 1, 1950; such levy is laid as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1133 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1133 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$20.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1133 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération (salaire fixe, pourcentage, commissions allocations ou bonis).

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton, juridiction de Québec, pour la période comprise entre le 1er avril 1949 et le 1er avril 1950.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BOÎTE DE CARTON, JURIDICTION DE QUÉBEC

Etat des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er avril 1949 et le 1er avril 1950.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$1,750.00
Artisans.....	100.00
Salariés.....	1,750.00
	\$3,600.00

Déboursés:

Salaire (Secrétaire-inspecteur).....	\$1,200.00
Frais de déplacement.....	400.00
Loyer de bureau.....	150.00
Frais légaux.....	250.00

a) The professional employers governed by the said decree, number 1133, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree (regular wages, percentages, allocations, commissions or bonuses paid).

b) The artisans governed by the said decree, number 1133, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i.e., \$20.00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 1133, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration (regular wages, percentages, commissions, allocations or bonuses).

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all the information required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the right to exact, sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five day's notice shall be given to them to fulfil their obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Paper Box Industry, Quebec Jurisdiction, for the period between April 1, 1949, and April 1, 1950.

THE PARITY COMMITTEE OF THE PAPER BOX INDUSTRY QUEBEC JURISDICTION

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 1, 1949, and April 1, 1950.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers.....	\$1,750.00
Artisans.....	100.00
Employees.....	1,750.00
	\$3,600.00

Disbursements:

Salary (Secretary-inspector).....	\$1,200.00
Travelling expenses.....	400.00
Office rent.....	150.00
Legal fees.....	250.00

Papeterie, impression, timbres, téléphone, télégrammes.	400.00	Stationery, printing, postage, telegrams.	400.00
Ameublement et accessoires de bureau.	300.00	Furniture and office equipment.	300.00
Vérification des livres.	75.00	Audition.	75.00
Assurance.	10.00	Insurance.	10.00
Frais de déplacement des membres.	150.00	Travelling expenses of members.	150.00
Jetons de présence.	100.00	Meeting expenses.	100.00
Divers.	565.00	Miscellaneous.	565.00
	\$3,600.00		\$3,600.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 avril 1949. 24650-o

Department of Labour,
Quebec, April 9, 1949. 24650-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de la construction des comtés de Roberval, Lac Saint-Jean, Chicoutimi et Charlevoix-Saguenay, établi en exécution du décret numéro 1743, du 11 juillet 1941, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 360, du 31 mars 1949, section "A", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Construction Industry of the counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi and Charlevoix-Saguenay, formed under decree No. 1743 of July 11th, 1941, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council No. 360 of March 31, 1949, part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1949 au 31 mars 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from April 1st, 1949, to March 31, 1950, it is laid in the following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs listes de paie.

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their pay-roll.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception des cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la période et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à chaque mois.

In order to facilitate the collection of the assessments, the Committee shall furnish the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during the period, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have the reports filled out and sent to the Parity Committee, every month.

L'employeur professionnel doit percevoir, à chaque période de paie, à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

The professional employer shall retain, after each pay period, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assentement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The report of the professional employer, shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

Le rapport accompagné des cotisations pour le mois précédent doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois.

The report, together with the assessments for the preceding month, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of each month.

3. Rapport financier

3. Financial report

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

According to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction des comtés de Roberval, Lac Saint-Jean, Chicoutimi et Charlevoix-Saguenay, pour la période comprise entre le 1er avril 1949 et le 31 mars 1950.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA
CONSTRUCTION DES COMTÉS DE ROBERVAL,
LAC SAINT-JEAN, CHICOUTIMI ET
CHARLEVOIX-SAGUENAY

Etat des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er avril 1949 et le 31 mars 1950.

Revenus probables:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):

Employeurs professionnels	\$ 37,600.00
Salariés	37,600.00
Honoraires d'examens	600.00
	\$ 75,800.00

Dépenses probables:

Subvention à la Commission d'Apprentissage	\$ 30,000.00
Administration	
(Personnel du bureau)	15,000.00
Inspecteurs (8)	26,000.00
Dépenses d'inspection	8,500.00
Loyer	1,800.00
Jetons de présence (14 membres) ..	2,300.00
Frais généraux	3,150.00
Vérification	350.00
Frais légaux	3,000.00
Téléphone, télégrammes, timbres-poste	1,200.00
Impression, papeterie	1,200.00
Bureau des Examineurs	800.00
Annonce et encouragement à la formation professionnelle	1,500.00
Divers et imprévus	1,000.00
	\$ 95,800.00

Le déficit probable de \$20,000.00 sera couvert par la réserve du Comité.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 avril 1949. 24666-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail donne avis par les présentes que le Comité paritaire de la Construction du Comté de Terrebonne, établi en exécution du décret numéro 657, du 13 mai 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 360, du 31 mars 1949, section "D", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er avril 1949 au 31 mars 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels assujettis au décret doivent verser au comité paritaire une

Hereto annexed is an estimate of the probable receipts and disbursements of the Parity Committee of the Construction Industry of the counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi and Charlevoix-Saguenay, for the period between April 1st, 1949, and March 31st, 1950.

THE PARITY COMMITTEE OF THE CONSTRUCTION
INDUSTRY OF THE COUNTIES OF ROBERVAL,
LAKE ST. JOHN, CHICOUTIMI AND
CHARLEVOIX-SAGUENAY

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 1st, 1949 and March 31st, 1950.

Probable receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional employers	\$ 37,600.00
Employees	37,600.00
Examination fees	600.00
	\$ 75,800.00

Probable expenses:

Subsidy to the Apprenticeship Commission	\$ 30,000.00
Administration	
(Office staff)	15,000.00
Inspectors (8)	26,000.00
Inspection expenses	8,500.00
Rent	1,800.00
Meeting expenses (14 members) ..	2,300.00
General expenses	3,150.00
Audition	350.00
Legal fees	3,000.00
Telephone, telegrams, postage	1,200.00
Printing, stationery	1,200.00
Board of Examiners	800.00
Advertisement and assistance to occupational formation	1,500.00
Miscellaneous and unforeseen expenses	1,000.00
	\$ 95,800.00

The probable deficit of \$20,000.00 will be covered by the reserve of the Committee.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 9, 1949. 24666-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Industry Joint Committee of Terrebonne County, formed under decree number 657 of May 13, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 360 of March 31, 1949, part "D", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments), to levy assessments upon the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from April 1, 1949, to March 31, 1950; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee

somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré dans leur métier.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire et pourcentage.

d) Dans tous les cas où un employeur ou entrepreneur agit comme agent de la Couronne, directement pour le compte de tout ministère du Gouvernement de la Province de Québec, ou pour le compte d'une commission de tel ministère, le prélèvement prévu et autorisé par le présent règlement ne doit être payé que par les salariés de tel entrepreneur ou employeur. Ce dernier doit faire les déductions nécessaires des salaires ou gages payables à chaque salarié et les remettre au comité paritaire de la construction à tous les mois, de la manière prévue.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports, accompagnés des cotisations, soient remplis et retournés mensuellement au comité paritaire avant le 5 du mois suivant l'expiration de la période pour laquelle ils sont exigibles.

Tous les employeurs professionnels régis par le décret doivent percevoir à la fin de chaque semaine, les cotisations imposées aux salariés régis par le décret, à même le salaire qu'ils sont tenus de leur payer et les faire parvenir au comité paritaire en même temps que leurs propres cotisations.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec la loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de la Construction du comté de Terrebonne, pour la période comprise entre le 1er avril 1949 et le 31 mars 1950.

COMITÉ PARITAIRE DE LA CONSTRUCTION DU COMTÉ DE TERREBONNE

Recettes et dépenses probables pour la période comprise entre le 1er avril 1949 et le 31 mars 1950.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$ 7,527.00
Salariés.....	7,528.00
Honoraires d'examens.....	700.00
Placements.....	30.00
Artisans.....	800.00
	\$16,585.00

a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate fixed in the decree for journeymen in their trade.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of their percentage.

d) In all cases when an employer or contractor acts as an Agent of the Crown, directly on behalf of any Department of the Government of the Province of Quebec, or on behalf of a commission of any such Department, the levy herein provided and authorized shall be paid only by the employees of such contractor or employer, who shall make the appropriate deductions from the wages or salaries payable to each employee and remit same to the Building Trades Joint Committee, monthly, in the regular way.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week, and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see to it that the reports, together with the assessments, be sent to the Parity Committee before the 5th day of the month following the date of expiration of the period for which they are requirable.

The professional employers governed by the decree shall collect, at the end of each week, the assessments of the employees governed by the decree, and send same, together with their own assessments, to the Parity Committee.

The report of this professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Industry Joint Committee of Terrebonne County for the period comprised between April 1, 1949, and March 31, 1950.

THE BUILDING INDUSTRY JOINT COMMITTEE OF TERREBONNE COUNTY

Probable receipts and disbursements for the period comprised between April 1st, 1949, and March 31, 1950.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers.....	\$ 7,527.00
Employees.....	7,528.00
Examination fees.....	700.00
Investments.....	30.00
Artisans.....	800.00
	\$16,585.00

Dépenses:

Administration en général:

Salaire des employés, inspection, frais de déplacement, loyers, taxe locative, taxe d'eau, éclairage, timbres de poste, téléphone, assurance-chômage, entretien de bureau, administration de banque, etc.	\$ 8,960.00
Jetons de présence.	780.00
Frais de déplacement des membres.	1,390.00
Bureaux des examinateurs.	4,580.00
Frais judiciaires et professionnels.	600.00
Impressions, papeterie, vérification, divers.	275.00
	\$16,585.00

Le Sous-ministre du Travail,
GERARD TREMBLAY.

Ministère du Travail.

Québec, le 9 avril 1949.

24665-0

Disbursements:

General administration:

Employees' salaries, inspection, travelling expenses, rents, tenants tax, water tax, lighting, postage, telephone, unemployment insurance, office upkeep, bank administration, etc.	\$ 8,960.00
Meeting expenses.	780.00
Travelling expenses of members.	1,390.00
Board of examiners.	4,580.00
Judicial and professional fees.	600.00
Printing, Stationery, Audition, Miscellaneous.	275.00
	\$16,585.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, April 9, 1949.

24665-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction pour les comtés de Drummond, Arthabaska et la ville de Nicolet, établi en exécution du décret numéro 658, du 13 mai 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 360 du 31 mars 1949, section "C", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après décrits:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 31 mars au 31 mars 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Tous les employeurs professionnels de l'industrie de la construction assujettis au décret numéro 658 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Tous les salariés de l'industrie de la construction régis par ledit décret numéro 658 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

c) Tous les artisans régis par ledit décret numéro 658 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, selon leur métier.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee for the counties of Drummond, Arthabaska and the town of Nicolet, established under decree number 658 of May 13, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 360 of March 31, 1949, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter described:

1. *Assessments*

The period of levy extends from March 31, 1949 to March 31, 1950; such levy shall apply as follows:

a) Every professional employer of the construction industry governed by the decree number 658 shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) Every employee of the construction industry governed by the said decree, number 658, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of his remuneration.

c) All artisans governed by the said decree number 658 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages established in the decree for the journeyman receiving the lowest pay, according to their trade.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all the information required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments imposed on the employees by means of a deduction on the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is exigible; the said report shall be sent together

l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3 Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire de l'Industrie de la Construction pour les comtés de Drummond, Arthabaska et la ville de Nicolet pour la période comprise entre le 31 mars 1949 et le 31 mars 1950.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION POUR LES COMTÉS DE DRUMMOND, ARTHABASKA ET LA VILLE DE NICOLET
(Siège social) DRUMMONDVILLE P.Q.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 31 mars 1949 et le 31 mars 1950.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):

Employeurs professionnels	\$3,842.00
Salariés.	4,176.00
Artisans.	300.00
Honoraires d'examen.	600.00
	\$8,920.00

Déboursés:

Salaires:

Secrétaire et inspecteur.	\$4,680.00
Frais de déplacement, secrétaire et inspecteur.	2,048.00
Loyer.	180.00
Frais légaux.	350.00
Jetons de présence et frais de déplacement des délégués.	596.00
Vérification.	100.00
Papeterie, poste, téléphone, etc.	300.00
Examineurs.	600.00
Assurance-chômage.	66.00
	\$8,920.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 avril 1949.

24667-o

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 17 mars 1949.

M. René Lippé, avocat, membre du Barreau de la province et conseil en loi du Roi, domicilié

with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five days' notice shall be given to them to fulfil their obligations towards the Parity Committee."

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report of the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee for the counties of Drummond, Arthabaska and the town of Nicolet for the period between March 31, 1949 and March 31, 1950.

THE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE FOR THE COUNTIES OF DRUMMOND, ARTHABASKA AND THE TOWN OF NICOLET
(Corporate seat) DRUMMONDVILLE, P.Q.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 31, 1949 and March 31, 1950.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional employers.	\$3,842.00
Employees.	4,178.00
Artisans.	300.00
Examination fees.	600.00
	\$8,920.00

Disbursements:

Salaries:

Secretary and inspector.	\$4,680.00
Travelling expenses, secretary and inspector.	2,048.00
Rent.	180.00
Legal fees.	350.00
Meeting and travelling expenses of members.	596.00
Audition.	100.00
Stationery, postage, telephone, etc. .	300.00
Examiners.	600.00
Unemployment insurance.	66.00
	\$8,920.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 9, 1949.

24667-o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, March 17, 1949.

Mr. René Lippé, advocate, member of the Bar of the Province and King's Counsel, domi-

en la cité d'Outremont: magistrat de district, avec juridiction dans toute la province mais, particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Montréal, à compter du 16 avril 1949 inclusivement.

Québec, 24 mars 1949.

M. Roger Lacoste, conseil en loi de Sa Majesté, membre du Barreau de la province, domicilié en la cité d'Outremont: recorder de et pour la cité d'Outremont, à compter du 1er avril 1949 inclusivement.

24658-o

ciled in the city of Outremont: to be District Magistrate, with jurisdiction over the whole Province, but, in particular, and without any restriction, in the judicial district of Montreal, from and after April 16, 1949, inclusively.

Quebec, March 24, 1949.

Mr. Roger Lacoste, King's Counsel, member of the Bar of the Province, domiciled at Outremont: to be Recorder in and for the city of Outremont, as from April 1, 1949, inclusively.

24658

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur
général,

L. DÉSILETS.

AT T E N D U qu'en vertu de l'article 489 de la Loi de l'Instruction publique, statuts refondus de Québec 1941, chapitre 59, les commissaires ou les syndics d'écoles, selon le cas, de toute municipalité dans tout comté, comtés ou parties de comtés, peuvent s'unir dans le but d'y établir un ou plusieurs *high schools*;

ATTENDU qu'une requête a été présentée à Bourlamaque, le 13 août 1947, telle qu'approuvée par le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique à son assemblée régulière tenue à Montréal le 26 septembre 1947, par laquelle un *high school* de comté devait être établi en vertu des dispositions dudit article 489, pour desservir les municipalités qui sont sous le contrôle des commissions scolaires protestantes de Val d'Or, Bourlamaque et Malartic, dans le comté d'Abitibi, conformément aux résolutions dûment adoptées par lesdites commissions scolaires de Val d'Or, Bourlamaque et Malartic;

ATTENDU que l'arrêté en conseil numéro 1735 en date du 23 octobre 1947 et l'arrêté en conseil numéro 1910 en date du 19 novembre 1947 ont approuvé la requête demandant l'établissement d'un *high school* de comté, pour le comté d'Abitibi, pour desservir les municipalités qui sont sous le contrôle des commissions scolaires protestantes de Val d'Or, Bourlamaque et Malartic, dans le comté d'Abitibi, et décrété l'émission d'une proclamation devant être publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux dispositions de l'article 489 de la Loi de l'Instruction publique, statuts refondus de Québec 1941, chapitre 59;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 23 octobre 1947 et dans un décret en date du 19 novembre 1947, portant respectivement les numéros 1735 et 1910, Nous avons confirmé, établi et reconnu et, par les présentes, confirmons, établissons et reconnaissons l'établissement d'un *high school* de comté, pour le comté d'Abitibi, pour desservir les municipalités qui

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come,

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,
Deputy
Attorney General.

WH E R E A S, in virtue of section 489 of the Education Act, Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 59, school commissioners or trustees, as the case may be, of any municipality in any county, counties or parts of counties, may combine to establish one or more high schools therein;

WHEREAS a petition was passed at Bourlamaque, on August 13th, 1947, as approved by the Protestant Committee of the Council of Education, at its regular meeting held in Montreal, on September 26th 1947, whereby a county high school was to be established under the provisions of said section 489, to serve the municipalities which are under the control of the Protestant School Boards of Val d'Or, Bourlamaque and Malartic, in the county of Abitibi, pursuant to the resolutions duly adopted by the said Protestant School Boards of Val d'Or, Bourlamaque and Malartic;

WHEREAS, Order-in-Council number 1735, dated October 23rd 1947, and Order-in-Council number 1910, dated November 19th 1947, approved the petition asking for the establishment of a county High School for the county of Abitibi, to serve the municipalities which are under the control of the Protestant School Boards of Val d'Or, Bourlamaque and Malartic, in the county of Abitibi, and enacted the issue of the proclamation to be published in the *Quebec Official Gazette*, pursuant to the provisions of section 489 of the Education Act, Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 59;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order, dated October 23rd 1947, and in an order, dated November 19th, 1947, bearing respectively numbers 1735 and 1910, We have confirmed, established and acknowledged, and do hereby confirm, establish and acknowledge the establishment of a county High School, for the county of Abitibi, to serve the municipalities which are under the control

sont sous le contrôle des commissions scolaires protestantes de Val d'Or, Bourlamaque et Malartic, le tout conformément aux dispositions de l'article 489 de la Loi de l'instruction publique, statuts refondus de Québec 1941, chapitre 59;

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-neuvième jour de mars en l'année mil neuf cent quarante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

24632 JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, L. DÉSILETS. ATTENDU que, sous l'autorité du Code municipal, toutes les municipalités autres que celles de village doivent avoir en tout temps une population d'au moins 300 âmes;

ATTENDU que, lorsque la population est de moins de 300 âmes, le Lieutenant-gouverneur en conseil, sur rapport du ministre des Affaires municipales, peut décréter par proclamation publiée dans la *Gazette officielle de Québec* que cette municipalité, à compter de la date fixée dans la proclamation, sera considérée comme territoire non organisé, et sera régie conformément aux prescriptions de l'article 27 dudit Code;

ATTENDU que la municipalité de la paroisse de Tadoussac ne possède plus une population minimum de 300 âmes;

ATTENDU qu'il y a lieu d'émettre une proclamation décrétant que la municipalité de la paroisse de Tadoussac soit considérée comme territoire non organisé et soit régie conformément aux dispositions de l'article 27 du Code municipal;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le no 101, en date du 3 février 1949, et conformément aux dispositions des articles 36 et 27 du Code municipal, Nous décrétons par les présentes que la municipalité de la paroisse de Tadoussac sera considérée comme territoire non organisé et régie, à compter de la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux prescriptions de l'article 27 du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner

of the Protestant School Boards of Val d'Or, Bourlamaque and Malartic, the whole pursuant to the provisions of section 489 of the Education Act, Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 59;

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major-General The Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-ninth day of March in the year of Our Lord One thousand nine hundred and forty-nine and the thirteenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

24632-o Assistant Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. WHEREAS under the authority of the Municipal Code, every municipality other than village municipalities, must at all times have a population of at least 300 souls;

WHEREAS, when the population is less than 300 souls, the Lieutenant-Governor in Council, on the report of the Minister of Municipal Affairs, may order by proclamation published in the *Quebec Official Gazette*, that such municipality shall, from the date fixed by the proclamation, be deemed to be unorganized territory and shall be governed in accordance with the provisions of article 27 of the said Code;

WHEREAS the municipality of the parish of Tadoussac no longer has a minimum population of 300 souls;

WHEREAS it is expedient to issue a proclamation ordering that the municipality of the parish of Tadoussac be deemed to be unorganized territory and be governed in accordance with the provisions of article 27 of the Municipal Code;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an order bearing No. 101, dated the 3rd of February, 1949, and pursuant to the provisions of articles 36 and 27 of the Municipal Code, We hereby order that the municipality of the parish of Tadoussac be considered unorganized territory and be governed as from the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, in accordance with the provisions of article 27 of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are

sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre Très fidèle et bien-aimé Le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce troisième jour de février en l'année mil neuf cent quarante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
24641-o JEAN BRUCHESI.

hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this third day of February, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-nine, and the thirteenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,
24641 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

AVIS

Avis est donné que le bureau principal de Boulangerie Alphonse Laflamme Ltée est situé au numéro 365, 2ième rue, en la Cité de Québec, Québec, ce 18 février, 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
24616-o ROLAND LAFLAMME.

Z. O. CADIEUX LIMITÉE

Avis est donné que la Compagnie "Z. O. Cadieux Limitée" constituée en corporation par lettres patentes en date du neuvième jour de novembre 1948, et ayant son bureau principal dans la Cité de Verdun a établi son bureau au numéro 339 de la rue Hickson.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Verdun, ce 2e jour d'avril 1949.

Le Président,
24652-o P. A. CADIEUX.

Head offices

NOTICE

Notice is given that the head office of "Boulangerie Alphonse Laflamme Ltée" is situated at No. 365, 2nd Street, in the City of Quebec, Quebec, this 18th February, 1949.

ROLAND LAFLAMME,
24616-o Secretary-Treasurer.

Z. O. CADIEUX LIMITÉE

Notice is hereby given that the company "Z. O. Cadieux Limitée" incorporated by letters patent dated the ninth day of November, 1948, and having its head office in the City of Verdun, has established its office at No. 339 Hickson street.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Verdun, this 2nd day of April, 1949.

P. A. CADIEUX,
24652 President.

Soumissions

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DU VILLAGE DE GIFFARD (COMTÉ DE QUÉBEC)

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé jusqu'à 10 heures de l'avant-midi, dimanche le 24 avril 1949, chez le secrétaire-trésorier, M. Geo.-E. Girardin, 37, avenue Deblois, Giffard, comté de Québec, pour l'achat de \$500,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Giffard, comté de Québec, datées du 1er mai 1949 et remboursables en séries du 1er mai 1950 au 1er mai 1964 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tenders

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF THE VILLAGE OF GIFFARD (COUNTY OF QUEBEC)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to 10 o'clock in the forenoon, Sunday, the 24th of April, 1949, at the Secretary-Treasurer's house, Mr. Geo. E. Girardin, 37 Avenue Deblois, Giffard, county of Quebec, for the purchase of \$500,000 of bonds of the school commissioners for the municipality of the Village of Giffard, county of Quebec, dated the 1st of May, 1949, and redeemable serially from the 1st of May, 1950 to the 1st of May, 1964 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of May and 1st of November of each year. The rate of interest offered may be the same or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$500,000 — 15 ans Table of Redemption — \$500,000 — 15 years

Année	Capital
1er mai 1950	x \$33,000.00
1er mai 1951	x 34,500.00
1er mai 1952	x 35,500.00
1er mai 1953	x 37,000.00
1er mai 1954	x 38,000.00
1er mai 1955	x 39,500.00
1er mai 1956	x 41,000.00
1er mai 1957	x 42,000.00
1er mai 1958	6,000.00
1er mai 1959	6,500.00
1er mai 1960	6,500.00
1er mai 1961	7,000.00
1er mai 1962	7,000.00
1er mai 1963	7,500.00
1er mai 1964	159,000.00

Year	Capital
1st May, 1950	x \$33,000.00
1st May, 1951	x 34,500.00
1st May, 1952	x 35,500.00
1st May, 1953	x 37,000.00
1st May, 1954	x 38,000.00
1st May, 1955	x 39,500.00
1st May, 1956	x 41,000.00
1st May, 1957	x 42,000.00
1st May, 1958	6,000.00
1st May, 1959	6,500.00
1st May, 1960	6,500.00
1st May, 1961	7,000.00
1st May, 1962	7,000.00
1st May, 1963	7,500.00
1st May, 1964	159,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements d'un octroi au montant total de \$300,000 accordé par le Secrétaire de la province et payable en huit versements de \$37,500 chacun seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Giffard.

Lesdites obligations pourront, en vertu des dispositions du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance de la commission scolaire devant être tenue le 24 avril 1949, à 11 heures du matin, après la grand-messe, à l'École Mgr Gauthier, à Giffard.

Les commissaires d'écoles de Giffard se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Giffard, comté de Québec, le 5 avril 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
GEO. E. GIRARDIN.

24633-o 37, ave. Deblois, Giffard.

The letter "x" indicates the years during which payments or a grant to the total amount of \$300,000 granted by the Provincial Secretary and payable in eight instalments of \$37,500 each, will be received and applied to the use of this loan.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or Giffard.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, under the provisions of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commission to be held on the 24th of April, 1949, at 11 o'clock in the forenoon, after Grand Mass, at the Mgr Gauthier School, at Giffard.

The School Commissioners of Giffard do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Giffard, County of Quebec, April 5, 1949.

GEO. E. GIRARDIN,
Secretary-Treasurer.

24633 37, Ave. Deblois, Giffard.

CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES

Emprunt de \$675,000.00

Avis est, par les présentes, donné que le Conseil de la Cité des Trois-Rivières, recevra d'hui au 25 avril 1949, à huit heures P.M., au bureau du Greffier de la Cité, des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumission pour obligations de la Cité des Trois-Rivières", pour l'achat de six cent soixante-quinze mille dollars (\$675,000.00) d'obligations, émises en vertu du règlement N° 167, datées du 1er novembre 1948, remboursables par une série de paiements annuels échéant du 1er novembre 1950 au 1er novembre 1963.

Les susdites obligations porteront intérêt, aux taux suivants:

Montants	Echéances	Taux d'intérêt
\$127,000.00	Nov. 1950 à Nov. 1958	Incl. 3 %
\$48,000.00	Nov. 1959 à Nov. 1963	Incl. 3 1/4 %

\$675,000.00

CITY OF TROIS-RIVIÈRES

Loan of \$675,000.00

Notice is hereby given that the Council of the City of Trois-Rivières will receive until the 25th April 1949, at eight o'clock P.M., at the office of the City Clerk, written sealed tenders, endorsed "Tender for the City of Trois-Rivières Bonds", for the purchase of said City of Trois-Rivières Bonds, amounting to six hundred and seventy five thousand dollars (\$675,000.00), issued under By-Law No. 167, dated 1st November 1948 and redeemable by series of annual payments, maturing from 1st November 1950 to 1st November 1963.

The above bonds will bear interest at the following rates:

Amounts	Maturities	Rates of Interest
\$127,000.00	Nov. 1950 to Nov. 1958	Inc. 3 %
\$48,000.00	Nov. 1959 to Nov. 1963	Inc. 3 1/4 %

\$675,000.00

L'intérêt sera payable semi-annuellement le 1er mai et le 1er novembre de chaque année. Le capital et les intérêts sur le susdit emprunt seront payables au choix du détenteur, à aucune des succursales de la banque mentionnée dans le règlement, situées dans les Cités des Trois-Rivières, de Montréal ou de Québec.

Ces obligations seront émises par coupures de \$1,000.00.

Les susdites obligations sont émises sous l'autorité du chapitre 212 des statuts refondus de Québec 1941, et seront sujettes au rachat par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Les soumissions seront prises en considération, à la séance du Conseil, le 25 avril 1949, à 8 heures du soir, ou aussitôt que le Conseil ou sa Commission Permanente pourront le faire.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque dûment visé par une banque à charte du Canada à l'ordre de la Cité des Trois-Rivières, pour un montant égal à 1% de la valeur au pair de l'émission. Le chèque du soumissionnaire, dont l'offre sera acceptée, lui sera remis après l'exécution de son contrat, sans intérêt.

L'intérêt couru sur les obligations devra s'ajouter au prix offert au moment de leur livraison.

La Cité des Trois-Rivières se réserve le droit de rejeter aucune ou toute offre de soumission ou d'accepter en tout ou en partie aucune des soumissions.

Les détails de cette émission, ainsi que le tableau des échéances annuelles, pourront être obtenus en s'adressant au soussigné.

Le Trésorier de la Cité,
JACQUES DENECHAUD.

Hôtel de Ville,
Trois-Rivières, Qué.,
le 6 avril 1949.

24644-o

Province de Québec

VILLE DE BEAUCEVILLE
(COMTÉ DE BEAUCE)

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 heures de l'après-midi, lundi le 25 avril 1949, pour l'achat de \$186,000 d'obligations de la corporation municipale de la ville de Beauceville, comté de Beauce, datées du 1er janvier 1949 et remboursables en séries du 1er janvier 1950 au 1er janvier 1964 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. L'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$186,000 — 15 ans

Année	Capital
1er janvier 1950	\$4,000.00
1er janvier 1951	4,000.00
1er janvier 1952	4,000.00
1er janvier 1953	4,500.00
1er janvier 1954	4,500.00
1er janvier 1955	4,500.00
1er janvier 1956	4,500.00
1er janvier 1957	5,000.00

The interest will be payable semi-annually, on the 1st May and 1st November of each year.

Both the principal of these bonds and the interest thereon will be payable at the holder's option, at any branch of the bank mentioned in the By-Law, located in the Cities of Trois-Rivières, Montreal or Quebec.

The Bonds will be issued in denominations of \$1,000.00.

The said Bonds will be issued under authority of Chapter 212, revised statutes of Quebec, 1941, and will be subject to redemption by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, however in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

The tenders will be considered at the meeting of the Council of the City of Trois-Rivières, the 25th. April 1949, at eight o'clock P. M., or so soon thereafter as the Council or its Committee can do so.

Each tender must be accompanied by a certified cheque from a chartered bank of Canada payable to the City of Trois-Rivières, equal to 1% of the par value of the issue. The cheque of the tenderer whose offer is accepted shall be handed to him after the completion of his contract, without interest.

The accrued interest on the bonds must be added to the price of the bonds at the time of their delivery.

The City of Trois-Rivières reserves the right to reject any or all of the tenders or to accept in whole or in part any of the tenders.

Particulars of the issue and table of maturities of the bonds may be secured on application to the undersigned.

JACQUES DENECHAUD,
City Treasurer.

City Hall,
Trois-Rivières, Que.,
6th. April 1949.

24644-o

Province of Quebec

TOWN OF BEAUCEVILLE
(COUNTY OF BEAUCE)

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to eight o'clock in the evening, Monday the 25th of April, 1949, for the purchase of \$186,000 of bonds of the Municipal Corporation of the Town of Beauceville, county of Beauce, dated the 1st of January, 1949, and redeemable serially from the 1st of January, 1950 to the 1st of January, 1964 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of January and 1st of July of each year. The interest offered may be the same or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$186,000 — 15 years

Year	Capital
1st January, 1950	\$4,000.00
1st January, 1951	4,000.00
1st January, 1952	4,000.00
1st January, 1953	4,500.00
1st January, 1954	4,500.00
1st January, 1955	4,500.00
1st January, 1956	4,500.00
1st January, 1957	5,000.00

1er janvier 1958	5,000.00
1er janvier 1959	5,000.00
1er janvier 1960	5,000.00
1er janvier 1961	5,500.00
1er janvier 1962	5,500.00
1er janvier 1963	5,500.00
1er janvier 1964	119,500.00

1st January, 1958.	5,000.00
1st January, 1959.	5,000.00
1st January, 1960.	5,000.00
1st January, 1961.	5,500.00
1st January, 1962.	5,500.00
1st January, 1963.	5,500.00
1st January, 1964.	119,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Beauceville.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Beauceville.

Les obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance spéciale tenue le 25 avril 1949, à 8 heures de l'après-midi, au bureau de l'Hôtel de ville de Beauceville.

Tenders will be opened and considered at a special meeting to be held on the 25th of April, 1949, at 8 o'clock in the evening, at the office of the Town Hall of Beauceville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Beauceville, comté de Beauce, ce 5 avril 1949.

Beauceville, county of Beauce, this 5th day of April, 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
GEORGES POULIN.

GEORGES POULIN,
Secretary-Treasurer.

24642-o

24642

Province de Québec

Province of Quebec

VILLE DE MONT-ROYAL
(Ile-de-Montréal)

TOWN OF MOUNT-ROYAL
(Island of Montreal)

Avis public est par les présentes donné que le conseil de la Ville de Mont-Royal recevra, à compter de la date de la publication du présent avis jusqu'au 25ème jour d'avril 1949, à cinq heures de l'après-midi, à l'Hôtel de Ville, 90 avenue Roosevelt, Ville de Mont-Royal, des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumissions pour obligations de la Ville de Mont-Royal" pour l'achat de \$210,000 d'obligations datées du 1er mai 1949 émises sous l'autorité de son règlement N° 241 et remboursables en séries suivant le tableau ci-après:

Public notice is hereby given that the Council of the Town of Mount Royal will receive from the date of the publication of this notice to the 25th day of April, 1949, at five o'clock in the afternoon, at the Town Hall, 90 Roosevelt Avenue, Town of Mount Royal, written tenders, sealed and endorsed "Tenders for Bonds of the Town of Mount Royal", for the purchase of \$210,000 of bonds of the Town of Mount Royal dated May 1st, 1949, issued under the authority of its by-law No. 241 and redeemable serially as set forth in the following table:

Tableau d'amortissement—\$210,000—20 ans

Table of redemption—\$210,000—20 years

Année	Capital
1er mai 1950.	\$ 8,500.00
1er mai 1951.	9,000.00
1er mai 1952.	9,000.00
1er mai 1953.	9,500.00
1er mai 1954.	10,000.00
1er mai 1955.	8,500.00
1er mai 1956.	9,000.00
1er mai 1957.	9,000.00
1er mai 1958.	9,500.00
1er mai 1959.	9,500.00
1er mai 1960.	10,000.00
1er mai 1961.	10,500.00
1er mai 1962.	11,000.00
1er mai 1963.	11,000.00
1er mai 1964.	11,500.00
1er mai 1965.	12,000.00
1er mai 1966.	12,500.00
1er mai 1967.	13,000.00
1er mai 1968.	13,500.00
1er mai 1969.	13,500.00

Year	Capital
May 1st, 1950.	\$ 8,500.00
May 1st, 1951.	9,000.00
May 1st, 1952.	9,000.00
May 1st, 1953.	9,500.00
May 1st, 1954.	10,000.00
May 1st, 1955.	8,500.00
May 1st, 1956.	9,000.00
May 1st, 1957.	9,000.00
May 1st, 1958.	9,500.00
May 1st, 1959.	9,500.00
May 1st, 1960.	10,000.00
May 1st, 1961.	10,500.00
May 1st, 1962.	11,000.00
May 1st, 1963.	11,000.00
May 1st, 1964.	11,500.00
May 1st, 1965.	12,000.00
May 1st, 1966.	12,500.00
May 1st, 1967.	13,000.00
May 1st, 1968.	13,500.00
May 1st, 1969.	13,500.00

Les soumissions peuvent être faites pour des obligations portant intérêt à un taux n'excédant

Tenders may be made for bonds bearing interest at a rate not to exceed 3½% and the rate

pas 3½% et le taux offert peut être le même pour l'émission totale ou peut varier suivant l'échéance. L'intérêt sera payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le capital et les intérêts seront payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Toronto ou à Québec. Les obligations pourront être émises en coupures de \$500 et de \$1,000 et elles pourront être enregistrées quant au capital seulement.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront prises en considération à une réunion d'un comité spécial du conseil qui sera tenue à l'Hôtel de Ville, 90 avenue Roosevelt, Ville de Mont-Royal, le 25ème jour d'avril 1949, à 7.30 heures de l'après-midi ou après cette date aussitôt que le conseil pourra se réunir.

Cette émission a pour objet de financer la construction et l'installation d'égoûts, chemins, trottoirs, canalisation, rigoles de dessèchement, éclairage et autres travaux publics et aussi de financer l'achat d'équipement pour les parcs et terrains de jeux.

La ville de Mont-Royal se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions et toute acceptation d'icelles est sujet à la ratification de la Commission métropolitaine de Montréal.

Le règlement susdit a été approuvé ou sera approuvé par la Commission métropolitaine de Montréal et par le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Tous autres détails peuvent être obtenus en s'adressant au soussigné.

Donné à la ville de Mont-Royal, ce 28ème jour de mars 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
D. W. LOUGH.

24643-o

Province de Québec

VILLE DE COATCOOK

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'au 19 avril 1949, à 4 heures de l'après-midi, pour l'achat d'une deuxième tranche d'obligations au montant de \$58,500, en séries vingt ans, datée du 1er septembre 1948, autorisée par le règlement No. 369 qui est au montant de \$177,000.

Lesdites obligations porteront intérêt au choix du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée aux taux soumis n'excédant pas 3½% et le taux offert peut être le même pour l'émission totale ou peut varier suivant l'échéance. L'intérêt sera payable le 1er mars et le 1er septembre de chaque année et le capital sera amorti suivant le tableau ci-dessous:

Date	Capital
1er septembre 1949.....	—
1er septembre 1950.....	\$2,000.00
1er septembre 1951.....	1,000.00
1er septembre 1952.....	1,500.00
1er septembre 1953.....	1,500.00

offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. Interest will be payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, at Toronto or at Quebec City. The bonds will be issued in denominations of \$500 and \$1,000 and will be registerable as to principal only.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the time of delivery.

The tenders will be taken into consideration at a meeting of a special committee of the Council to be held in the Town Hall, 90 Roosevelt Avenue, Town of Mount Royal, on the 25th day of April, 1949, at 7.30 o'clock in the afternoon or as soon thereafter as the Council may be convened.

The object of the issue is to finance the purchase of parks and playground equipment, the construction and installation of sewers, roads, sidewalks, water mains, storm water drains, lighting and other public works.

The Town of Mount Royal reserves the right to accepting neither the highest nor any of the tenders and any of the tenders and any acceptance hereof shall be subject to ratification by the Montreal Metropolitan Commission.

The above mentioned by-law has been or will have been approved by the Montreal Metropolitan Commission and the Lieutenant-Governor in Council.

Any other details may be obtained by applying to the undersigned.

Given at the Town of Mount Royal, this 28th day of March, 1949.

D. W. LOUGH,
Secretary-Treasurer.

24643-o

Province of Quebec

TOWN OF COATCOOK

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tender for bonds" will be received by the undersigned until April 19th, 1949, at 4 o'clock p.m. for the purchase of a second block of bonds totalling \$58,500, serial twenty years, dated September 1st, 1948, authorized by By-law No. 369 which is for a total amount of \$177,000.

The said bonds will bear interest optionally at the submitted rates not exceeding 3½% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturity. The interest will be payable on the 1st of March and the 1st of September of each year and amortization of capital will be made according to the following schedule:

Date	Capital
September 1st 1949.....	—
September 1st 1950.....	2,000.00
September 1st 1951.....	1,000.00
September 1st 1952.....	1,500.00
September 1st 1953.....	1,500.00

1er septembre 1954.....	2,000.00	September 1st 1954.....	2,000.00
1er septembre 1955.....	2,000.00	September 1st 1955.....	2,000.00
1er septembre 1956.....	2,000.00	September 1st 1956.....	2,000.00
1er septembre 1957.....	2,000.00	September 1st 1957.....	2,000.00
1er septembre 1958.....	2,500.00	September 1st 1958.....	2,500.00
1er septembre 1959.....	3,000.00	September 1st 1959.....	3,000.00
1er septembre 1960.....	3,000.00	September 1st 1960.....	3,000.00
1er septembre 1961.....	3,500.00	September 1st 1961.....	3,500.00
1er septembre 1962.....	3,500.00	September 1st 1962.....	3,500.00
1er septembre 1963.....	4,000.00	September 1st 1963.....	4,000.00
1er septembre 1964.....	4,000.00	September 1st 1964.....	4,000.00
1er septembre 1965.....	4,500.00	September 1st 1965.....	4,500.00
1er septembre 1966.....	5,000.00	September 1st 1966.....	5,000.00
1er septembre 1967.....	5,500.00	September 1st 1967.....	5,500.00
1er septembre 1968.....	6,000.00	September 1st 1968.....	6,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Coaticook. Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair, aux dates de l'échéance de l'intérêt, sous l'autorité du chap. 212 des S.R.Q. 1941. Cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les dates les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé, égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou non l'intérêt couru.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 19 avril 1949 à l'hôtel de Ville à 7.30 de l'après-midi ou aussitôt que le conseil pourra le faire.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Coaticook, le 28 mars 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
ROMUALD DUMONT.

24574-13-2-o

Capital and interest are payable at the Bank mentioned in the loan procedure, in Montréal, in Quebec or in Coaticook. The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, at any interest payment date, under authority of Chap. 212, of the R.S.Q. 1941. However, if said redemption be partial, he shall be in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan, and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on April 19th, 1949, at 7.30 p.m. at the Town Hall or as soon thereafter as the Council can do so.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Coaticook, March 28th, 1949.

ROMUALD DUMONT,
Secretary-treasurer.

24574-13-2-o

Vente par licitations

Canada, province de Québec, district de Québec

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, le 5 avril 1949, dans une cause dans laquelle Anne-Marie Martel, de Loretteville, épouse séparée de biens de Arthur Rochette, cultivateur, également de Loretteville, et ce dernier pour autoriser et assister sa dite épouse aux fins des présentes, est demanderesse, et Gérard Martel, cultivateur, Loretteville, comté de Québec, est défendeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

a) une terre située en la paroisse de Saint-Ambroise, formant le lot connu et désigné sous le numéro (997) neuf cent quatre-vingt-dix-sept sur le plan et dans le livre de renvoi du Cadastre pour la paroisse de St-Ambroise, mesurant deux arpents de largeur sur vingt arpents de profondeur, avec la maison et autres bâtisses dessus construites, sauf à distraire la partie vendue à sieur J. Dollard Fortin par acte de vente passé devant Ad. L'Heureux, notaire, le 21 décembre 1945;

b) une terre en bois debout située en la paroisse de St-Gabriel-de-Valcartier, formant partie du lot connu et désigné sous le numéro (ptie 302) trois cent deux sur le plan et dans le livre de renvoi du Cadastre pour la paroisse de St-Gabriel de Valcartier, mesurant un demi-arpent de largeur sur trente arpents de profondeur, joignant au

Sale by Licitations

Canada, Province of Quebec, district of Quebec

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Quebec, in the district of Quebec, on the 5th of April, 1949, in a case wherein Anne-Marie Martel, of Loretteville, wife separate as to property of Arthur Rochette, farmer, also of Loretteville, and the latter to authorize and assist his said wife for the purposes hereof, is plaintiff; and Gérard Martel, farmer, of Loretteville, county of Quebec, is defendant, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit:

a) A farm situate in the parish of Saint-Ambroise, forming the lot known and designated under number nine hundred and ninety-seven (997), on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of St-Ambroise, measuring two arpents in width by twenty arpents in depth — with the house and other buildings thereon erected, save and to be deducted the part sold to Mr. J. Dollard Fortin, by deed of sale passed before Ad. L'Heureux, notary, on the 21st of December, 1945;

b) A lot of land of standing timber situate in the parish of St-Gabriel-de-Valcartier, forming part of the lot known and designated under number three hundred and two (Pt. 302) on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of St-Gabriel de Valcartier, measuring one half arpent in width by thirty arpents

Nord terre de Alfred Martel et au Sud la terre de Maurice Parent;

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le 30ième jour de MAI 1949, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de Québec, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la dite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de la dite Cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Québec, ce 6 avril 1949.

Les Avocats de la demanderesse,
24653-14-2-o CHALOULT & MERCIER.

in depth, adjoining on the north the land of Alfred Martel and on the south the land of Maurice Parent;

The above described immovables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the THIRTIETH day of MAY, 1949, sitting the Court, in the Court Room of the Court House of Quebec, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Quebec, April 6, 1949.

CHALOULT & MERCIER,
24653-14-2 Advocates for plaintiff.

VENTES PAR SHERIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Province de Québec, District D'Abitibi, Cour Supérieure N° V-1146 { JACQUES GUENARD, garagiste, domicilié à Val d'Or, district, d'Abitibi, demandeur; vs ULRIC LAMOTHE, colon, domicilié à Val Senneville, district d'Abitibi, défendeur.

Les droits acquis sur le lot N° dix-sept (17) du rang un (1) du canton Senneville, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Senneville le MERCREDI VINGT-SEPT (27) AVRIL 1949 à DEUX heures de l'après-midi (Heure avancée).

Le Shérif,
FERDINAND GERVAIS.

Bureau du Shérif,
Amos, 11 mars 1949. 24492-11-2-o
[Première insertion, 19 mars 1949]

Province de Québec, District d'Abitibi, Cour Supérieure, N° 7646 { ARMAND LAFRAMBOISE, cultivateur et journalier, demeurant au rang 2 du canton Rochebaucourt, à Champneuf, demandeur; vs ARMAND GENDRON, de Champneuf, dans le district d'Abitibi, défendeur.

Les droits acquis sur le lot N° vingt (20) du rang un (1) du canton Rochebaucourt, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Champneuf le SAMEDI VINGT-TROIS AVRIL 1949 à TROIS heures de l'après-midi (Heure avancée).

Le Shérif,
FERDINAND GERVAIS.

Bureau du Shérif,
Amos 11 mars 1949 24493-11-2-o
[Première insertion, 19 mars 1949]

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province of Quebec, District of Abitibi, Superior Court No. V-1146 { JACQUES GUENARD, garage-keeper, domiciled at Val d'Or, district of Abitibi; vs ULRIC LAMOTHE, settler, domiciled at Val Senneville, district of Abitibi, defendant.

The acquired rights on lot No. seventeen (17) of range one (1) of the township of Senneville—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Senneville, on WEDNESDAY, the TWENTY-SEVENTH (27th) of APRIL, 1949, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

FERDINAND GERVAIS,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Amos, March 11, 1949. 24492-11-2
[First insertion, March 19, 1949]

Province of Quebec, District of Abitibi, Superior Court, No. 7646 { ARMAND LAFRAMBOISE, farmer and laborer, residing in range 2 of the township of Rochebaucourt, at Champneuf, plaintiff; vs ARMAND GENDRON, of Champneuf, in the district of Abitibi, defendant.

The acquired rights on lot number twenty (20) of range one (1) of the township Rochebaucourt—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the parochial church door of Champneuf, on SATURDAY, the TWENTY-THIRD day of APRIL, 1949, at THREE o'clock in the afternoon, (Daylight Saving Time).

FERDINAND GERVAIS,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Amos, March 11, 1949. 24493-11-2
[First insertion, March 19, 1949]

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

N° 3718. { **LA COMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL**, corps politique et incorporé ayant son siège social au N° 73, Grande-Allée, en la cité de Québec, district de Québec, contre **EPHREM ALLARD**, de St-Didace, comté de Maskinongé, district de Joliette.

Les lots de terre portant les Nos 596, 593, 594 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de ladite paroisse de St-Didace, dits comté et district.

Pour être vendus à la porte de l'église de ladite paroisse de St-Didace, le **ONZIEME** jour de mai 1949, à **DIX** heures de l'avant-midi.

Ledit bref rapportable suivant la loi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **ROLAND PERRAULT**, Québec, le cinq avril 1949. 24654-14-2-o
[Première insertion, 9 août 1949]

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

No. 3718 { **THE WORKMEN'S COMPENSATION COMMISSION**, a body politic and corporate having its head office at No. 73 Grande-Allée, in the city of Quebec, district of Quebec; against **EPHREM ALLARD**, of St-Didace, county of Maskinongé, district of Joliette.

Those lots of land bearing Nos. 596, 593, 594 of the official cadastral plan for said parish of St. Didace, said county and district.

To be sold at the church door of the said parish of St-Didace, on the **ELEVENTH** day of **MAY**, 1949, at **TEN** o'clock in the forenoon.

Said writ reportable according to law.

ROLAND PERRAULT,

Sheriff's Office, **Sheriff**, Joliette, April fifth, 1949. 24654-14-2
[First insertion, April 9, 1949]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Kamouraska, N° 16,625. { **NAJIB KIRAL-LAH**, marchand, Rivière-du-Loup, demandeur vs **CLEOPHAS MICHAUD**, marchand, de St-Michel du Squateck, Témis., défendeur.

■ "Un terrain contenant cent soixante-quinze (175) pieds de front sur environ deux cents pieds (200) de profondeur mesure anglaise, borné au nord et à l'est à Antoine Viel, au sud à Onias Lévesque, et à l'ouest au chemin public, lequel terrain fait partie du lot numéro douze-trois (partie 12-3) du rang Cinq (5) canton Robitaille, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Michel du Squateck, Témis. **MARDI** le **DIX-SEPTIEME**, (17) jour de **MAI** 1949 à **DIX** heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **HENRI MICHAUD**, Rivière du Loup, le 5 avril 1949. 24634-14-2-o
[Première insertion, le 9 avril 1949]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Kamouraska, No. 16,625. { **NAJIB KIRAL-LAH**, merchant, of Rivière-du-Loup, plaintiff; vs **CLEOPHAS MICHAUD**, merchant, of St-Michel de Squateck, Temis., defendant.

"A lot of land measuring one hundred and seventy-five (175) feet in front by about two hundred (200) feet in depth, English measure, bounded on the north and east by Antoine Viel, on the south by Onias Levesque, and on the west by the public road, the said lot of land forms part of lot number twelve-three (Part 12-3) of range five (5) of the township Robitaille with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of the parish of St-Michel du Squateck, Temis., on **TUESDAY** the **SEVENTEENTH** (17th) day of **MAY**, 1949, at **TEN** o'clock in the forenoon.

HENRI MICHAUD,

Sheriff's Office, **Sheriff**, Rivière-du-Loup, April 5, 1949. 24634-14-2
[First insertion, April 9, 1949]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Kamouraska, N° 16849. { **JOS. BEAULIEU**, de Trois-Pistoles, demandeur vs **HERVÉ LÉVESQUE**, de Biencourt, défendeur.

"Le lot de terre numéro "8" rang IV canton Biencourt, borné au Nord par le rang III, à l'Est par le lot numéro 7, au Sud par le chemin de front, à l'Ouest par le lot numéro 9, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de la Nativité de Marie de Biencourt, Témis, **MARDI**, le **DIX-SEPTIEME** (17) jour de **MAI** 1949 à **TROIS** heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **HENRI MICHAUD**, Rivière-du-Loup, le 4 avril 1949. 24619-14-2-o
[Première insertion, le 9 avril 1949]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Kamouraska, No. 16849. { **JOS. BEAULIEU**, of Trois-Pistoles, plaintiff; vs **HERVÉ LÉVESQUE**, of Biencourt, defendant.

The lot of land number eight (8), range IV, township of Biencourt, bounded on the north by range III, on the east by lot No. 7, on the south by the front road, on the west by lot No. 9 with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold, at the church door of the parish of La Nativité de Marie de Biencourt, Temis., on **TUESDAY** the **SEVENTEENTH** (17th) day of **MAY**, 1949, at **THREE** o'clock in the afternoon.

HENRI MICHAUD,

Sheriff's Office, **Sheriff**, Rivière-du-Loup, April 4, 1949. 24619-14-2
[First insertion, April 9 1949]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure—District de Montréal

Montréal, à savoir: { **THE CANADA LIFE**
N° 269528. { **ASSURANCE COM-**
PANY, demanderesse, vs **JOSEPH JOLY**, dé-
fendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Bor-
deaux, dans le quartier Montcalm, de la cité de
Montréal, connu et désigné sous le numéro trois
cent cinq de la subdivision officielle du lot ori-
ginaire numéro quatre cent soixante-dix-huit
(478-305) aux plan et livre de renvoi de la pa-
roisse du Sault au Récollet;

Avec toutes les bâtisses dessus érigées portant
le numéro civique 7573 rue Bordeaux, le mur
sud-est de ladite bâtisse étant mitoyen.

Tel que le tout se trouve présentement avec
tous ses droits, membres et appartenances et
sans exception ou réserve quelconque.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de
Montréal, le DOUZIEME jour de MAI pro-
chain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$1,000 sera exigé de tout offrant
et enchérisseur suivant jugement de l'Honorable
Juge Perrier, en date du 29 mars 1949.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Montréal, 6 avril 1949. L.-P. CAISSE. 24660-14-2
[Première insertion, 9 avril 1949]

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure—District de Montréal

Montréal, à savoir: { **THE CANADA LIFE**
N° 268319. { **ASSURANCE COM-**
PANY, demanderesse, vs **ALFRED GUAY**, défen-
deur et **WILFRID BRODEUR**, curateur au
délaissement.

Un emplacement ayant front sur la rue Bor-
deaux, dans le quartier Montcalm, de la cité de
Montréal, connu et désigné sous le numéro trois
cent quatre de la subdivision originaire du lot
originaire numéro quatre cent soixante-dix-huit
(478-304) aux plan et livre de renvoi de la pa-
roisse du Sault au Récollet.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées portant
le numéro civique 7571 de ladite rue Bordeaux;
le mur nord-ouest de ladite bâtisse étant mi-
toyen;

Tel que le tout se trouve présentement, avec
tous ses droits, membres et appartenances et
sans réserve quelconque.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de
Montréal, le DOUZIEME jour de MAI pro-
chain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$1,000 sera exigé de tout offrant
et enchérisseur suivant jugement de l'Honorable
Juge Perrier, en date du 29 mars 1949.

Bureau du shérif, Le Shérif,
Montréal, 6 avril 1949. L.-P. CAISSE. 24659-14-2
[Première insertion, 9 avril 1949]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **BANQUE DE MONT-**
N° 269,201. { **RÉAL**, demanderes-
se, vs **DONALD IAN MC-**
ALPINE, défendeur.

Cet emplacement ayant front sur la quarante-
et-unième avenue, dans la cité de Lachine,
connu et désigné comme étant la subdivision

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court—District of Montreal

Montreal, to wit: { **THE CANADA LIFE AS-**
No. 269528. { **SURANCE COMPA-**
NY, Plaintiff vs **JOSEPH JOLY**, Defendant.

"An emplacement fronting on Bordeaux Street,
in Montcalm Ward or the City of Montreal,
known and designated under Number three
hundred and five of the official subdivision of the
original lot number four hundred and seventy-
eight (478-305) upon the Plan and in the Book
of Reference of the Parish of Sault au Récollet.

With all the buildings thereon erected, bearing
civic No. 7573 Bordeaux Street, the south-east
wall of the said building being mitoyen.

As the whole now subsists with all its rights,
members and appurtenances and without excep-
tion or reserve of any kind."

To be sold at my office, in the city of Mont-
real, on the 12th day of MAY, next, at TEN
o'clock, in the forenoon.

A deposit of \$1,000. shall be exacted from each
and every bidder, pursuant to a judgment of
the Hon. Justice Perrier dated the 29th day of
march 1949.

Sheriff's office, L. P. CAISSE,
Montreal, april 6th 1949. Sheriff. 24660-14-2-o
[First insertion, April 9, 1949]

Fieri Facias de Terris

Superior Court, District of Montreal

Montreal, to wit: { **THE CANADA LIFE AS-**
No. 268319. { **SURANCE COMPANY**,
Plaintiff vs **ALFRED GUAY**, Defendant, and
WILFRID BRODEUR, Curator to the surrender.

"An emplacement fronting on Bordeaux Street,
in Montcalm Ward of the City of Montreal,
known and designated under number three hun-
dred and four of the original subdivision of the
original lot number four hundred and seventy-
eight (478-304) on the Plan and Book of Refer-
ence of the Parish of Sault au Récollet;

With all the buildings thereon erected bearing
the civic number 7571 of the said Bordeaux
Street; the north west wall of the said building
being mitoyen;

As the whole new subsists with all its rights,
members and appurtenance and without reserve
of any kind."

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the 12th day of MAY next, at ELEVEN
o'clock, in the forenoon.

A deposit of \$1,000, shall be exacted from each
and every bidder, pursuant to a judgment of
the Hon. Justice Perrier, dated the 29th day of
March 1949.

Sheriff's office, L.-P. CAISSE,
Montreal, April 6th 1949. Sheriff. 24659-14-2-o
[First insertion, April 9, 1949]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { **BANK OF MONTREAL**,
No. 269,201. { plaintiff; vs **DONALD**
IAN MCALPINE, defen-
dant.

That emplacement fronting on Forty-First
Avenue, in the City of Lachine, known and
designated as being subdivision number Nine

numéro neuf du lot originaire numéro cent cinquante-deux (152-9) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, mesurant cent dix pieds de largeur en front et soixante-deux pieds de largeur en arrière par une profondeur de cent douze pieds et trente-trois centièmes d'un pied dans sa ligne sud-ouest, mesure anglaise et plus ou moins, avec toutes les bâtisses dessus érigées, comprenant celle portant le numéro civique 378 (autrefois 56) de ladite quarante-et-unième avenue et un garage, comme le tout se trouve présentement avec tous les droits, membres et appartenances y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-ET-UNIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L. P. CAISSE.
Montréal, 16 mars 1949. 24503-11-2
[Première insertion, 19 mars 1949]

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat — District de Montréal

Montréal, à savoir: **MILLEN & FRERE INC.**, demanderesse,
N° 79,732. vs **HYMAN COSTIN**, défendeur.

Six lots de terre ayant front sur l'avenue Benny, quartier Notre-Dame de Grâce, de la cité de Montréal, portant les numéros deux, trois, six, sept, huit et neuf de la subdivision du lot originaire désigné sous le numéro cent cinquante-six aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal (156-2-3-6-7-8-9), avec toutes les bâtisses dessus érigées ou partiellement érigées, lesquelles bâtisses ayant ou n'ayant pas de numéro civique.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-ET-UNIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin. Les lots 2 et 3 seront vendus en bloc; les lots 6, 7, 8 et 9 seront vendus en bloc, suivant des jugements de l'Honorable Juge Perrier en date du 10 mars 1949.

Un dépôt de \$105.00 sera exigé de tout offrandant ou enchérisseur quant aux lots 2 et 3 et un dépôt de \$200.00 quant aux lots 6, 7, 8 et 9, suivant jugement de l'honorable juge Perrier en date du 10 mars 1949.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L. P. CAISSE.
Montréal, 16 mars 1949. 24504-11-2
[Première insertion, 19 mars 1949]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure

Canada, **GASPESIA LUMBER LTD.**, corporation
Province de Québec, ayant son siège social
District de Rimouski, N° 10,393. dans la ville des Trois-Pistoles, District de Rimouski, demandeur, vs **RENE BERUBÉ**, de l'endroit appelé Biencourt district de Rimouski, défendeur.

"Une maison et autres bâtisses, les impenses, améliorations, défrichements situé sur le lot numéro quarante-trois (43) du rang cinq (V) et les droits de préemption sur le dit lot"

Pour être vendu à la porte de l'église de Biencourt le TREIZE de MAI 1949 à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée.

Le Shérif,
24635-14-2 **CHARLES GARON**,
[Première insertion, 9 avril 1949]

of Original Lot number One Hundred and Fifty-Two (152-9) upon the Official Plan and Book of Reference of the Town of Lachine, measuring one hundred and ten feet in width in front and sixty-two feet in width in rear, by a depth of one hundred and twelve feet and thirty-three hundredths of a foot in its south Westerly line, English measure and more or less, with all the buildings thereon erected, including that bearing civic number 378 (formerly 56) of said Forty-First Avenue, and a garage, as the whole now is with all the rights, members and appurtenances thereto attached, without any exception nor reserve.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of APRIL, next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. CAISSE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, March 16th, 1949. 24503-11-2-o
[First insertion, March 19, 1949]

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court — District of Montreal

Montreal, to wit: **MILLEN & FRERE INC.**, plaintiff; vs
No. 79,732. **HYMAN COSTIN**, defendant.

Six lots of ground fronting on Benny Avenue, Notre Dame de Grâce Ward, of the city of Montreal, being numbers two, three, six, seven, eight and nine, of the sub-division of the original lot designated under number one hundred and fifty six of the official plan and book of reference of the municipality of the Parish of Montreal (156-2-3-6-7-8-9), with all buildings thereon erected or partially erected, which buildings may or may not have any civic number.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Lots 2 and 3 to be sold "en Bloc"; lots 6, 7, 8 and 9 to be sold "en Bloc" pursuant to judgments of the Honourable Justice Perrier, dated March 10th, 1949.

A deposit of \$105.00 shall be exacted from each and every bidder as to lots 2 and 3 and of \$200.00 as to lots 6, 7, 8 and 9 pursuant to judgment of the Honourable Justice Perrier, dated March 10th, 1949.

L. P. CAISSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 16th, 1949. 24504-11-2-o
[First insertion, March 19, 1949]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Superior Court

Canada, **GASPESIA LUMBER LTD.**, a corporation
Province of Québec, having its head office in
District of Rimouski, No. 10,393. the town of Trois-Pistoles, district of Rimouski, plaintiff, vs **RENE BERUBÉ**, of the place called Biencourt, district of Rimouski, defendant.

A house and other buildings, upkeep, improvements, clearings situate on lot number forty-three (43) of range five (V) of the official cadastre for the township of Biencourt, and the preemption rights on said lot.

To be sold, at the church door of Biencourt, on the THIRTEENTH day of MAY, 1949, at TEN o'clock of the forenoon. (Daylight Saving Time).

CHARLES GARON,
24635-14-2 Sheriff.
[First insertion, April 9, 1949]

Fieri Facias de Terris
Cour de Magistrat

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, N° 19,575. **THE CENTRAL PUBLIC SERVICE CORPORATION LTD.** corporation légalement constituée, ayant son siège social dans la ville de Rimouski, district de Rimouski, demandeur, vs **ERNEST DUFOUR**, restaurateur, de l'endroit appelé Rimouski-Est, district de Rimouski, défendeur.

Partie de lot numéro cent-soixante-quatorze (p. lot 174) au cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski. — Étant un emplacement situé au premier rang dans la municipalité de Rimouski-Est, mesurant 68 pieds de front sur 90 pieds de profondeur, mesure anglaise, borné au nord en front à la route nationale, à l'est à Alfred Levesque, au sud et à l'ouest à la Fondation Franklin, avec maison et toutes bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Yves, (Rimouski-Est) le ONZE de MAI 1949 à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée.

Le Shérif,
24636-14-2-o **CHARLES GARON**,
[Première insertion, 9 avril 1949]

TERREBONNE

Canada, Province de Québec
Cour Supérieure

District de Montréal, No 264-174. **LEO SIGOIN**, journalier, des cité et district de Montréal, demandeur; vs **OVILA BROS-SARD**, entrepreneur, des cité et district de Montréal, défendeur.

Le lot de terre numéro 2, subdivision 88 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse, avec bâtisse dessus érigée.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Ste-Thérèse de Blainville, MERCREDI, le ONZE MAI 1949 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, **ALBERT FOURNELLE**,
St-Jérôme, avril le 6, 1949. 24655-14-2-o
[Première insertion, 9 avril 1949]

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, No. 19,575. **THE CENTRAL PUBLIC SERVICE CORPORATION LTD.** a body politic and corporate, having its head office in the town of Rimouski, district of Rimouski, plaintiff, vs **ERNEST DUFOUR**, restaurant-keeper, of the place called Rimouski-East, district of Rimouski, defendant.

Part of lot number one hundred and seventy-four (Pt. lot 174) on the official cadastre for the parish of St-Germain de Rimouski, being an emplacement situate in the first range, in the municipality of Rimouski-East, measuring 68 feet in front by 90 feet in depth, English measure, bounded on the north in front by the national highway, on the east by Alfred Levesque, on the south and west by the Franklin Foundation — with a house and all buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of St-Yves (Rimouski-East), on the ELEVENTH of MAY, 1949, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

CHARLES GARON,
24636-14-2 Sheriff,
[First insertion, April 9, 1949]

TERREBONNE

Canada, Province of Quebec
Superior Court

District of Montreal, No. 264-174. **LEO SIGOIN**, laborer, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs **OVILA BROS-SARD**, contractor, of the city and district of Montreal, defendant.

The lot of land number 2 of subdivision 88 on the official cadastre for the parish of Ste-Thérèse de Blainville, with buildings thereon erected.

To be sold at the Catholic church door of Ste-Thérèse de Blainville on WEDNESDAY, MAY the ELEVENTH 1949, at TWO o'clock in the afternoon.

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff's Office, Sheriff,
St-Jérôme, April 6th, 1949. 24655-14-2-o
[First insertion, April 9, 1949]

**Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 14**

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Bergeron vs Ethier.	943
Delorme vs Longpré.	943
Perreault vs Morrisette.	943
Richards vs Frigon.	943

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

357 — Concernant l'application des règlements provinciaux de plomberie sanitaire.	948
360, section "B" — Comité paritaire de l'industrie des gants fins.	946
360, section "E" — Comité paritaire de l'industrie des gants de travail.	945

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 14**

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Bergeron vs Ethier.	943
Delorme vs Longpré.	943
Perreault vs Morrisette.	943
Richards vs Frigon.	943

ORDERS IN COUNCIL:

357 — Concerning the enforcement of the provincial sanitary plumbing by-laws.	948
360, part "B" — Joint Committee of the Fine Glove Industry.	946
360, part "E" — Joint Committee of the Working Glove Industry.	945

361, section "B" — Industrie du gant fin dans la province de Québec.....	945
361, section "C" — Métier de coiffeur pour dames dans la région de Montréal.....	943
361, section "D" — Industrie du bois ouvré dans la région de Québec.....	945
362, section "A" — Métiers du bâtiment dans les comtés de Joliette, Berthier <i>et al.</i>	946
362, section "B" — Métiers de la construction dans la région de Hull.....	944
362, section "C" — Industrie de la boulangerie dans la région de Québec.....	949

361, part "B" — Fine glove industry in the Province of Quebec.....	945
361, part "C" — Ladies hairdressing trade in the district of Montreal....	943
361, part "D" — Wrought wood industry in the district of Quebec.....	945
362, part "A" — Building trades in the counties of Joliette, Berthier <i>et al.</i>	946
362, part "B" — Construction trades in the district of Hull.....	944
362, part "C" — Baking industry in the district of Quebec.....	949

ASSEMBLÉE:

Quebec Central Railway Company.....	949
-------------------------------------	-----

MEETING:

Quebec Central Railway Company....	949
------------------------------------	-----

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	921
-------------------------------	-----

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Canbro Coopérative de Crédit Division 36 (Foundation).....	952
Century Credit Union (Lachine) Limited (Nom changé).....	951
Chesebrough Manufacturing Company Consolidated (Nomination d'agent).....	953
Club Richelieu Montréal Incorporé (Règlements).....	951
La Caisse Populaire Desjardins du Séminaire de St-Hyacinthe (Foundation).....	950
La Caisse Populaire de St-Ignace-de-Stanbridge (Foundation).....	952
L'Accueil Coopératif (Foundation).....	950
La Compagnie M. E. Binz, Limitée (Directeurs).....	951
La Coopérative d'Habitation de Kénogami (Foundation).....	952
La Société Historique de Québec (Règlement).....	951
Le Jeune Commerce du district de Québec — Junior Commerce of Quebec District (Règlements).....	952
Les Immeubles Ferland Inc. (Directeurs).....	950
Le Syndicat de l'U.C.C. de Notre-Dame de Lourdes (Formation).....	954
Le Syndicat de l'U.C.C. de Waterloo (Formation).....	952
Little Queen Dress Company Limited (Directeurs).....	951
Meilleur, Adrien (Barrage).....	953
Mizpah Inc. (Distribution de l'actif).....	954
P. Ferland Inc. (Directeurs).....	950
Rosemount Boys' Club Inc. (Règlements).....	954

Canbro Coopérative de Crédit Division 36 (Foundation).....	952
Century Credit Union (Lachine) Limited (Name changed).....	951
Chesebrough Manufacturing Company Consolidated (Appointment of agent).....	953
Club Richelieu Montréal Incorporée (By-Laws).....	951
La Caisse Populaire Desjardins du Séminaire de St-Hyacinthe (Foundation).....	950
La Caisse Populaire de St-Ignace-de-Stanbridge (Foundation).....	952
L'Accueil Coopératif (Foundation).....	950
La Compagnie M. E. Binz, Limitée (Directors).....	951
La Coopérative d'Habitation de Kénogami (Foundation).....	952
La Société Historique de Québec (By-Law).....	951
Le Jeune Commerce du district de Québec — Junior Commerce of Quebec District (By-Laws).....	952
Les Immeubles Ferland Inc. (Directors).....	950
Le Syndicat de l'U.C.C. de Notre-Dame de Lourdes (Formation).....	954
Le Syndicat de l'U.C.C. de Waterloo (Formation).....	952
Little Queen Dress Company Limited (Directors).....	951
Meilleur, Adrien (Dam).....	953
Mizpah Inc. (Distribution of the assets).....	954
P. Ferland Inc. (Directors).....	950
Rosemount Boys' Club Inc. (By-Laws).....	954

CHARTES — ABANDON DE:

Cep St-Jacques Ltée.....	954
J. L. Ledoux & Fils Limitée — J. L. Ledoux & Son Limited.....	955
Juvenile Shoe Limited.....	955
Mizpah Inc.....	955
Whitehall Estates Limited.....	954

CHARTERS — SURRENDER OF:

Cap St-Jacques Ltée.....	954
J. L. Ledoux & Fils Limitée — J. L. Ledoux & Son Limited.....	955
Juvenile Shoe Limited.....	955
Mizpah Inc.....	955
Whitehall Estates Limited.....	954

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

AGRICULTURE:

Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Chicoutimi.....	955
Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Lac St-Jean.....	956
Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Pontiac.....	956

Dissolution of farmers clubs in the county of Chicoutimi.....	955
Dissolution of farmers' clubs in the county of Lake St. John.....	956
Dissolution of farmers' clubs in the county of Pontiac.....	956

AGRICULTURE:

Industrie Laitière:

Ordonnance N° 49-Sp-II. 956

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Mille-Vaches, munic. scolaire de 956

Notre-Dame-de-Natashquan, munic.
scolaire de 957St-André, munic. scolaire de la paroisse
de 957

TRAVAIL:

Comité conjoint de l'industrie de la
construction du district des Cantons
de l'Est (Prélèvement) 960Comité conjoint des métiers de la
construction du district de Hull (Mo-
dification) 957Comité paritaire de la construction du
comté de Terrebonne (Prélèvement) 964Comité paritaire de l'industrie de la
boîte de carton, juridiction de Québec
(Prélèvement) 961Comité paritaire de l'industrie de la
construction des comtés de Roberval,
Lac St-Jean *et al* (Prélèvement) 963Comité paritaire de l'industrie de la
construction pour les comtés de
Drummond, Arthabaska *et al* (Pré-
lèvement) 966Comité paritaire de l'industrie du lait
de Québec (Prélèvement) 958Industrie de la construction dans les
comtés d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest
et al (Modification) 957Industrie et métiers de la construction
dans les comtés de Hull, Gatineau
et al (Modification) 958

LETTRES PATENTES:

A. Brouillard & Fils Limitée 922

Albion Construction Co. 923

Asbestos Automobile Inc. 923

Baserman Furniture Exchange Ltd. 923

Bienville Construction Limited — Bien-
ville Construction Limitée 924

Boivin Construction Incorporée. 924

Canadex Inc. 924

Canadian Colour-Photo Corporation.. 925

Clubs Juvéniles de la Police de Mont-
réal — Montreal Police Juvenile
Clubs 925

College Craft Clothes (St. Hubert) Ltd. 925

Colortone Inc. 926

Decor Inc. 926

Defor Chibougamau Mines Limited... 927

Delbo, Inc. 927

De Luxe Brush Company. 927

Dominion Crest Manufacturing Co.
Ltd. 928Felco Chain Stores Inc.—Magasins
Felco Inc. 928

Fortierville Furniture Company 928

Gauthier Automobile Ltée 929

Hôtel Dieu Notre Dame de Beauce... 929

Hugh H. Smith & Co. Ltd. 929

J. A. Duranceau Limitée — J. A. Du-
ranceau Limited 930

J. Art. Bédard, Incorporée 930

J.-E. Roy & Cie Ltée 930

Lachine Central Motor Sales Limited.. 931

Laniel Amusement Co. Inc. 931

Laniel Amusement Inc. 931

La Salle Paper Box Company Limited 932

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

Order No. 49-Sp-II. 956

EDUCATION:

Mille-Vaches, school munic. of 956

Notre-Dame-de-Natashquan, school
munic. of 957St-André, school munic. of the parish
of 957

LABOUR:

Building Trades Joint Committee of
the Eastern Townships District (Le-
vy) 960Building Trades Joint Committee, Dis-
trict of Hull (Amendment) 957Building Industry Joint Committee of
Terrebonne County (Levy) 964Parity Committee of the Paper Box
Industry, Quebec Jurisdiction (Levy) 961Parity Committee of the Construction
Industry of the Counties of Roberval,
Lake St. John *et al* (Levy) 963Building Trades Joint Committee for
the Counties of Drummond, Artha-
baska *et al* (Levy) 966Parity Committee of the Milk Industry
of Quebec (Levy) 958Construction industry in the counties
of Abitibi-East, Abitibi-West *et al*
(Amendment) 957Construction industry and trades in the
counties of Hull, Gatineau *et al*
(Amendment) 958

LETTERS PATENT:

A. Brouillard & Fils Limitée 922

Albion Construction Co. 923

Asbestos Automobile Inc. 923

Baserman Furniture Exchange Ltd. 923

Bienville Construction Limited — Bien-
ville Construction Limitée 924

Boivin Construction Incorporée. 924

Canadex Inc. 924

Canadian Colour-Photo Corporation.. 925

Clubs Juvéniles de la Police de Mont-
réal — Montreal Police Juvenile
Clubs 925

College Craft Clothes (St. Hubert) Ltd. 925

Colortone Inc. 926

Decor Inc. 926

Defor Chibougamau Mines Limited... 927

Delbo, Inc. 927

De Luxe Brush Company. 927

Dominion Crest Manufacturing Co.
Ltd. 928Felco Chain Stores Inc.—Magasins
Felco Inc. 928

Fortierville Furniture Company 928

Gauthier Automobile Ltée 929

Hôtel Dieu Notre Dame de Beauce... 929

Hugh H. Smith & Co. Ltd. 929

J. A. Duranceau Limitée — J. A. Du-
ranceau Limited 930

J. Art. Bédard, Incorporée 930

J.-E. Roy & Cie Ltée 930

Lachine Central Motor Sales Limited.. 931

Laniel Amusement Co. Inc. 931

Laniel Amusement Inc. 931

La Salle Paper Box Company Limited 932

La Salle Paroissiale de Sainte Hélène, Inc.	932
L'Association des Marchands de Machines Aratoires de la Province de Québec	933
L. C. Harris Company Limited	933
Le Bien-Etre des Immigrants	933
Le Centre Social de l'Abitibi Inc.	934
Le Drapeau Ltée	934
Louben Sportswear Inc.	934
Modernaire, Incorporated	935
M. Winikoff & Sons Inc.	935
National Health Association — Association Nationale de la Santé	935
Northland Mechanical Equipment Company Limited	936
Parker Realty Ltd.	937
Permanent Stainless Steel Co. Ltd.	937
Pik Mills Ltd.	937
Providence Plating Company, Limited	938
R. A. Marcotte Inc.	938
Ronco Flooring Incorporated	938
Seligman & Latz of Montreal, Ltd.	939
S. M. Koury & Fils Limitée — S. M. Koury & Sons Limited	939
St. Lawrence Distributing Co. Ltd.— (La Compagnie Distributrice du St-Laurent Ltée)	939
Szabo Fur Mfg. Co.	940
Textile Marketing Service Inc.	940
Tourelle Lumber Co. Inc.	940
Turcotte & Fils Limitée	941
U. S., Canadian & Cuba Co. Ltd.	941
Valroyal Corporation	941
Williams' Incorporated	942
World Trading Import & Export Corporation	942

NOMINATIONS:

Diverses	967
----------	-----

PROCLAMATIONS:

Concernant la désorganisation de la paroisse de Tadoussac	969
Concernant l'établissement d'un high school de comté, pour le comté d'Abitibi	968

SIÈGES SOCIAUX:

Boulangerie Alphonse Laflamme Ltée	970
Z. O. Cadieux Limitée	970

SOUMISSIONS:

Beauceville, ville de	972
Coaticook, ville de	974
Giffard, commission scolaire du village de	970
Mont-Royal, ville de	973
Trois-Rivières, cité des	971

VENTE PAR LICITATION:

Martel et vir vs Martel	975
-------------------------	-----

VENTES PAR SHERIFFS:

ABITIBI:

Guénard vs Lamothe	976
Laframboise vs Gendron	976

JOLIETTE:

La Commission des Accidents du Travail vs Allard	977
--	-----

La Salle Paroissiale de Sainte Hélène, Inc.	932
L'Association des Marchands de Machines Aratoires de la Province de Québec	933
L. C. Harris Company Limited	933
Le Bien-Etre des Immigrants	933
Le Centre Social de l'Abitibi Inc.	934
Le Drapeau Ltée	934
Louben Sportswear Inc.	934
Modernaire, Incorporated	935
M. Winikoff & Sons Inc.	935
National Health Association — Association Nationale de la Santé	935
Northland Mechanical Equipment Company Limited	936
Parker Realty Ltd.	937
Permanent Stainless Steel Co. Ltd.	937
Pik Mills Ltd.	937
Providence Plating Company, Limited	938
R. A. Marcotte Inc.	938
Ronco Flooring Incorporated	938
Seligman & Latz of Montreal, Ltd.	939
S. M. Koury & Fils Limitée — S. M. Koury & Sons Limited	939
St. Lawrence Distributing Co. Ltd.— (La Compagnie Distributrice du St-Laurent Ltée)	939
Szabo Fur Mfg. Co.	940
Textile Marketing Service Inc.	940
Tourelle Lumber Co. Inc.	940
Turcotte & Fils Limitée	941
U. S., Canadian & Cuba Co. Ltd.	941
Valroyal Corporation	941
Williams' Incorporated	942
World Trading Import & Export Corporation	942

APPOINTMENTS:

Miscellaneous	967
---------------	-----

PROCLAMATIONS:

Concerning the disorganization of the parish of Tadoussac	969
Concerning the establishment of a county High School for the county of Abitibi	968

HEAD OFFICES:

Boulangerie Alphonse Laflamme Ltée	970
Z. O. Cadieux Limitée	970

TENDERS:

Beauceville, town of	972
Coaticook, town of	974
Giffard, school commission of the village of	970
Mount Royal, town of	973
Trois-Rivières, city of	971

SALE BY LICITATION:

Martel et vir vs Martel	975
-------------------------	-----

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Guénard vs Lamothe	976
Laframboise vs Gendron	976

JOLIETTE:

The Workmen's Compensation Commission vs Allard	977
---	-----

KAMOURASKA:

Beaulieu vs Lévesque.....	977
Kirallah vs Michaud.....	977

MONTREAL:

Banque de Montréal vs McAlpine.....	978
Millen & Frère Inc. vs Costin.....	979
The Canada Life Assurance Company vs Guay.....	978
The Canada Life Assurance Company vs Joly.....	978

RIMOUSKI:

Gaspesia Lumber Ltd. vs Bérubé.....	979
The Central Public Service Corpora- tion Ltd. vs Dufour.....	980

TERREBONNE:

Sigoin vs Brossard.....	980
-------------------------	-----

24670-o

KAMOURASKA:

Beaulieu vs Lévesque.....	977
Kirallah vs Michaud.....	977

MONTREAL:

Bank of Montreal vs McAlpine.....	978
Millen & Frère Inc. vs Costin.....	979
The Canada Life Assurance Company vs Guay.....	978
The Canada Life Assurance Company vs Joly.....	978

RIMOUSKI:

Gaspesia Lumber Ltd. vs Bérubé.....	979
The Central Public Service Corpora- tion Ltd. vs Dufour.....	980

TERREBONNE:

Sigoin vs Brossard.....	980
-------------------------	-----

24670-o